

JOURNAL DE CHIMIE MÉDICALE, DE PHARMACIE ET DE TOXICOLOGIE.

4^{me} Série; Tome VII; N° 8. — Août 1861.

CHIMIE.

DE LA DÉSINFECTION ET DES SUBSTANCES EMPLOYÉES COMME DÉSINFECTANTS.

(Suite.) (1)

De l'emploi du chlorure de chaux pour enlever aux légumes conservés l'odeur désagréable qu'ils auraient pu contracter.

Chacun sait que les petits pois, les haricots, les choux-fleurs, conservés dans des vases hermétiquement bouchés et d'après le procédé de M. Appert, contractent une odeur désagréable : le moyen suivant a été proposé pour détruire cette odeur; il est dû à M. Lemaire-Lisancourt, pharmacien et membre adjoint de l'Académie royale de médecine.

On prend 69 parties d'eau, 1 partie de chlorure de chaux ou environ 1 litre d'eau ordinaire pour 2 gros de chlorure; on mélange l'eau et le chlorure, on laisse déposer, on sépare le liquide clair et on lave les légumes avec ce liquide, on lave ensuite à l'eau fraîche. Si l'odeur était persistante, on laisserait les légumes en contact avec le produit liquide pendant l'espace de deux heures; on termine par le lavage avec l'eau ordinaire.

(1) Voir notre numéro de décembre 1860, et nos numéros de janvier, février, mars, avril, juin et juillet 1861.

Les légumes ainsi lavés, dit l'auteur, peuvent être employés ; ils ont repris leur odeur et leur saveur naturelle, et ils jouissent de toutes les qualités qu'on exige de ces légumes qui doivent être servis sur nos tables.

Nous pensons que le mélange suivant est plus convenable pour le même usage :

Eau	2 litres.
Chlorure d'oxyde de sodium.....	33 grammes.

Lavez, ou laissez séjourner les légumes dans ce liquide, puis lavez-les à l'eau de fontaine, et employez-les comme on le fait pour les autres légumes.

De l'emploi du chlorure de chaux pour enlever le goût de marc aux eaux-de-vie.

L'eau-de-vie de grains et celle de marc a toujours un goût particulier, désagréable, que ne possède pas l'eau-de-vie qu'on obtient de la distillation du vin. Ce goût nuisant à la vente de ces produits, on a cherché par divers moyens à les en priver. Pour cela, on a mêlé à ces eaux-de-vie des odeurs agréables ; on a eu recours au charbon animal et au charbon végétal ; mais, soit que les moyens efficaces dans un grand nombre de circonstances aient été mal appliqués, on n'a obtenu aucun résultat avantageux ; d'autres personnes se sont servies des acides minéraux. Ce moyen a fourni d'assez bons produits ; mais bientôt on reconnut que ces procédés étaient dispendieux et qu'il était urgent de réparer les appareils, qui alors étaient attaqués par les acides.

L'art en était resté là, lorsque Dobereiner reconnut que le chlorure de chaux, déjà employé au blanchiment, peut être mis en usage pour enlever le mauvais goût que possède l'eau-de-vie de grains : d'autres savants en recommandèrent aussi l'usage ;

enfin, M. Zeise assure l'avoir employé, et en avoir obtenu le meilleur résultat possible.

Voici le procédé publié par M. Zeise. On mêle au liquide spiritueux qu'on veut priver d'odeur désagréable, du chlorure de chaux délayé dans de l'eau, ou, ce qui vaut mieux, on ajoute ce chlorure dissous et filtré; on laisse ensuite reposer le mélange avant de le soumettre à la distillation.

Selon M. Zeise, le plus difficile est de trouver juste la quantité de chlorure nécessaire à employer pour obtenir un succès complet. Suivant lui, 2 gros de chlorure bien préparé suffisent généralement pour épurer cinq pots un cinquième d'eau-de-vie à 18°. M. Zeise pense qu'il est plus convenable, avant d'opérer sur la masse entière du liquide, de faire des essais en petit pour reconnaître quelle quantité de chlorure on doit employer.

Des essais que nous avons faits nous font croire que lorsqu'on opère cette espèce de désinfection, on doit ajouter peu à peu du chlorure, et continuer d'en ajouter jusqu'à ce qu'on sente une légère odeur de chlore. On laisse en repos, on décante, on soumet à la distillation en ayant soin de mettre de côté les premières portions d'alcool obtenu, qui ont un goût particulier.

L'application du chlorure à la désinfection de l'alcool a été aussi indiquée par M. Accarie, pharmacien à Valence. Ce chimiste ayant traité de l'alcool qui avait servi à conserver des substances animales par du chlorure de chaux, parvint à désinfecter ce liquide. M. Accarie ayant donné connaissance de ce fait à la section de pharmacie de l'Académie royale de médecine, l'assemblée jugea que le résultat annoncé par M. Accarie pouvait être du plus grand intérêt pour les établissements publics où l'on conserve des animaux ou leurs parties, en se servant de l'alcool comme principe conservateur : elle chargea un de ses membres de répéter les expériences déjà faites, afin d'apprécier et constater, d'une manière positive, les avantages de son pro-

cedé. Nous allons donner ici quelques détails sur les expériences que je fis à cette époque et sur le rapport. Ayant besoin d'alcool qui fût dans des conditions convenables pour les expériences que je voulais tenter, je m'adressai à MM^r. les administrateurs du Jardin du Roi pour obtenir une certaine quantité de liquide ayant servi à conserver des matières animales. Cette demande fut accueillie avec bienveillance, et M. le baron Cuvier eut la bonté de m'en faire remettre les quantités qui m'étaient nécessaires.

Cet alcool marquait à l'aréomètre 20°.50 ; son odeur était celle des matières animales en putréfaction ; il était fortement alcalin, ramenait au bleu le papier de tournesol rougi par un acide. Soumis à la distillation, sans avoir subi aucune préparation, il donnait un produit limpide, d'une odeur un peu moins désagréable qu'avant la distillation. Cet alcool, mis en contact avec de l'eau distillée, se troublait et laissait précipiter des flocons de couleur blanche.

L'appareil dans lequel la distillation avait été faite avait contracté l'odeur fétide de l'alcool, et il fut très-difficile de l'enlever totalement ; on y parvint cependant à l'aide de la vapeur d'eau.

M. Accarie ayant indiqué dans son travail l'emploi du chlorure de chaux sec dans la proportion d'une once pour 8 kilogrammes d'alcool (1/2 gros pour livre), je fis une solution de chlorure de chaux dans des proportions déterminées, et je mêlai cette solution à l'alcool dans les proportions indiquées par M. Accarie. Je reconnus de suite que l'aloool que j'avais ainsi additionné n'était pas totalement désinfecté : je le soumis cependant à la distillation pour savoir si la désinfection n'avait pas lieu à l'aide de la chaleur. Cette opération fut inutile ; l'alcool obtenu de la distillation était encore alcalin et infect ; la quantité de chlorure que j'avais employée n'était donc pas assez considérable ; je pensai qu'elle devait varier suivant que l'alcool à dis-

tiller était plus ou moins chargé de substances en putréfaction. Ayant pris une nouvelle quantité d'alcool, et ayant doublé et triplé la dose indiquée par M. Accarie, je ne parvins cependant pas encore à faire disparaître l'odeur putride. Ne pouvant espérer d'obtenir un bon résultat au moyen de la distillation, je résolus d'ajouter du chlorure liquide jusqu'à ce que l'odeur infecte eût disparu : je continuai d'ajouter de nouveau de cette solution par petites portions, en ayant soin de remuer et de sentir chaque fois le mélange, afin de reconnaître si l'odeur putride existait encore : la désinfection de l'alcool n'eut lieu qu'à une époque qui fut marquée par la formation d'un précipité floconneux, et par le dégagement d'un gaz que je reconnus pour être du chlore. Je cessai d'ajouter du chlorure, je laissai déposer, je décantai, je filtrai, puis je soumis à la distillation à l'aide du bain-marie et par un feu très-doux ; j'arrêtai l'opération lorsque je vis le produit de la distillation se ralentir (1) : l'alcool obtenu était clair, incolore, légèrement acide ; il avait une odeur d'éther chlorhydrique, mais cette odeur fit bientôt place à une odeur analogue à celle du chlore ; l'odeur putride avait tout à fait disparu ; l'alcool obtenu marquait à l'aréomètre 25°.

Pensant que la présence de la chaux ne devait avoir aucune influence sur la désinfection de l'alcool, j'essayai d'en purifier une nouvelle quantité en ne me servant que de chlore liquide. J'ajoutai à une certaine dose d'alcool du chlore en solution, ayant soin de n'en mettre que par petites portions, et je cessai l'addition aussitôt que l'odeur infecte eut disparu : l'alcool que j'obtins par la distillation présentait les mêmes caractères que celui désinfecté par le chlorure de chaux ; il n'avait plus d'odeur putride ; il était légèrement acide et son odeur était analogue à celle du chlore.

(1) L'alcool retiré formait la moitié de l'alcool infect traité par le chlorure liquide.

Une nouvelle quantité d'alcool, soumise à un courant de chlore gazeux, fut aussi désinfectée, et l'alcool distillé différait des précédents en ce qu'il était plus déflegmé; il portait 28°; il avait contracté un goût analogue à l'alcool obtenu de la distillation des cerises noires. Je recherchai dans cet alcool la présence de l'acide prussique, mais je ne pus y reconnaître son existence.

L'alcool obtenu et par le chlore et par le chlorure de chaux, quoique privé de son odeur putride, contient encore des matières étrangères azotées, qui sont entraînées par la distillation. En effet, cet alcool, acide, lorsqu'il est traité par un alcali faible, dans le but de saturer l'excès d'acide, et qu'il est soumis à la distillation après avoir été filtré, donne un produit alcalin d'une légère teinte verdâtre.

Il résulte de ce que je viens d'exposer : 1° que, comme l'a annoncé notre collègue M. Accarie, le chlorure de chaux peut être employé pour désinfecter l'alcool putride; mais qu'il est nécessaire d'ajouter de cette solution jusqu'à ce que l'odeur infecte ait cessé de se faire sentir;

2° Que, par l'emploi de ce moyen, on évite l'infection des vases qui servent à la distillation; on obtient un alcool qui peut servir à conserver des substances organiques, à la préparation des vernis et à d'autres emplois dans les arts;

3° Que le chlore liquide ou gazeux peut, ainsi que le chlorure, être employé au même usage et avec le même succès.

Les résultats obtenus de ces expériences viennent encore à l'appui de l'opinion que nous avons déjà émise, que le chlorure n'agit comme désinfectant qu'à l'aide du chlore qu'il contient, et qui est mis en liberté lorsqu'il se trouve en contact avec des corps qui peuvent le mettre à nu.

Outre le travail de MM. Zeise et Accarie sur la désinfection de l'alcool par le chlorure, nous devons faire connaître ici les essais faits par le docteur Witting pour enlever à l'alcool le goût

d'empyreume. Ce praticien a essayé le charbon animal, le charbon végétal, l'acide nitrique, l'acide sulfurique, l'acétate de soude, le chlorure d'oxyde de sodium, le muriate de soude desséché, le muriate de chaux ; enfin, le chlorure de chaux.

Par l'usage des charbons il obtint des résultats incomplets. Il en fut de même de l'emploi de l'acide sulfurique et de l'acétate de soude ; avec ces corps il y eut production d'éther acétique et sulfurique ; le goût d'empyreume n'était pas détruit, mais seulement masqué par ces nouveaux produits. Le muriate de chaux ne donna aucun résultat satisfaisant. Il n'en fut pas de même du chlorure d'oxyde de sodium, ni du chlorure de chaux. L'emploi du muriate de soude desséché, dit M. Witting, n'est avantageux qu'autant que l'opération est conduite avec précaution ; le liquide se sépare en deux parties : l'une, plus pesante, tient le sel en solution ; l'autre, contenant l'alcool, gagne la partie supérieure, et y passe, par conséquent, la première à la distillation ; mais il faut modérer le feu : une trop forte chaleur occasionnerait un violent bouillonnement et mêlerait les deux liquides. La solution du sel, chauffée doucement, ne communique qu'une chaleur modérée à l'alcool, il abandonne l'eau qu'il contenait, perd son empyreume et passe plus pur à la distillation ; le résidu peut être employé à une nouvelle opération. Il faut avoir soin de le transvaser encore chaud après chaque opération et de laver l'alambic, afin que par le contact de l'air et du liquide ce vase ne soit pas détérioré.

Purification par le chlorure. — Selon M. Witting, la purification de l'alcool par le chlorure n'est pas coûteuse ; l'action est toute chimique et analogue à celle que l'on observe dans le blanchiment : les parties empyreumatiques qui nuisent à l'alcool sont entièrement détruites par le chlorure de chaux. Voici la manière de faire de ce praticien :

On prend 64 grammes de chlorure de chaux ; on le délaye dans

de l'esprit de vin afin d'en faire une bouillie claire ; on mêle ensuite le magma à 150 mesures d'esprit à purifier que l'on a introduit dans la cucurbite d'un alambic : on mêle bien exactement, on lute toutes les jointures avec soin et on procède à la distillation. La première mesure (1) d'esprit de vin obtenue sent le chlore ; on la met de côté et on recueille les autres qui n'ont pas cette odeur ; on réserve le premier alcool obtenu pour une seconde opération, alors on emploie un peu moins de chlorure de chaux pour mêler à l'alcool. Le chlorure à employer, dit M. Witting, doit, étant dissous dans 26 parties d'eau, décolorer et blanchir les substances végétales avec lesquelles on le met en contact. On peut connaître la quantité de chlore qu'il contient en se servant du chloromètre.

Notre collègue M. Serullas nous a fait depuis peu connaître un procédé qui sert à enlever aux eaux-de-vie le goût de marc. Ce procédé consiste à mêler à ces liquides de l'huile d'olive ou d'amandes douces, à agiter, puis à soumettre à la distillation : l'huile s'empare du mauvais goût et l'alcool qui passe à la distillation est désinfecté.

De l'emploi du chlorure de chaux pour détruire l'odeur fétide de l'huile de poisson.

Le procédé suivant est dû à M. W. Davidsón, de Glascow ; il a été inséré dans le *Literary Chronicle*, july 1827 (28 juillet).

On prend 500 grammes (une livre) de chlorure de chaux, on les fait dissoudre (en agissant comme nous l'avons dit à la préparation du chlorure de chaux liquide) dans 4 litres d'eau ; on tire l'eau chlorurée à clair, on la mêle ensuite avec 50 kilogr. (100 livres) d'huile de poisson, on ajoute ensuite 96 grammes (3 onces) d'acide sulfurique dilué d'avance dans 1500 grammes

(1) Nous ne savons ce que M. Witting entend par *mesure*, mais il est facile de réussir à l'aide de quelques tâtonnements.

(3 livres) d'eau; on fait bouillir le tout à une chaleur modérée jusqu'à ce que de l'huile, prise avec une spatule, fournisse, en tombant, des gouttes parfaitement claires. On arrête alors l'ébullition, et on verse dans un rafraîchissoir qui ne doit pas être (autant que possible) attaquable par l'acide; on tire cette huile à clair, on la lave à l'eau et on la décante pour s'en servir.

L'auteur de ce procédé (que nous avons appliqué avec succès à la décoloration, et pour enlever l'odeur des *résidus* de la préparation de l'huile d'olives, et qui sont connus sous le nom d'*huile d'enfer*) dit qu'il faut varier la quantité de chlorure de chaux suivant que l'huile à purifier est plus ou moins odorante. Il a vu que la chaleur, convenablement dirigée, n'altérait pas la couleur de l'huile. Pour cela, il faut que l'ébullition ne soit pas assez longue pour que l'eau ne soit plus en quantité suffisante: dans ce dernier cas il y aurait altération de l'huile. Il recommande encore de faire précédé le traitement de l'huile par le chlorure, par une opération qui consiste à précipiter à l'aide du tannin une matière de nature gélatineuse.

D'après M. Davidson, l'huile ainsi purifiée jouit des mêmes propriétés qu'avant; elle peut être employée comme combustible.

Nous pensons que le travail que nous rapportons ici peut être appliqué à la purification d'autres huiles et de diverses matières grasses.

Déjà l'action du chlorure d'oxyde de potassium sur les huiles avait été signalée dans le tome II, p. 139, des *Annales des arts et des manufactures*; on y trouve le passage suivant (il s'agit de l'*eau de Javelle*): « Toutes les huiles deviennent blanches comme le lait, lorsqu'elles sont mélées avec ce liquide; on peut les rendre ensuite à leur premier état en y ajoutant une petite quantité d'un acide minéral quelconque, à l'exception d'une petite portion d'une substance mucilagineuse qui reste suspendue dans l'eau et

qui finit par surnager. De l'huile de baleine, traitée de cette manière, devient meilleure et perd son odeur désagréable. »

EXTRACTION DE L'HUILE DE LIN CONTENUE DANS LES CATAPLASMES.

Un industriel de Paris a eu l'idée de procéder à l'extraction de l'huile contenue dans les cataplasmes. Cette idée a été mise en pratique, et les cataplasmes des hôpitaux de Paris furent le sujet d'un achat qui s'élevait, dit-on, à 3,000 francs.

Des discussions s'élèverent bientôt entre l'industriel et ses employés, et un procès s'ensuivit.

Des recherches furent faites, et on constata que les cataplasmes desséchés contenaient de 26 à 29 pour 100 d'huile.

Nous ne savons si cette affaire est terminée et si l'on continue l'exploitation de cette idée.

TOXICOLOGIE.

COLORATION DES JOUETS D'ENFANTS.

Notre confrère Della Suda continue ses expériences chimiques sur les différents produits qui intéressent l'hygiène publique.

Il vient de constater que les jouets d'enfants qui se fabriquent en Orient, à Eyoub, et qui se vendent à des prix modiques, sont colorés avec des substances toxiques :

- 1^e Avec le vert de Scheele et de Schweinfurth;
- 2^e Avec le minium;
- 3^e Avec la chaux et le carbonate de plomb;
- 4^e Avec le chromate de plomb, le jaune de chrome.

Il dit qu'aucun accident n'a été signalé jusqu'ici.

Nous avons été moins heureux en France et en Belgique. En effet, des jouets colorés avec des substances toxiques ont donné

lieu à des accidents chez des enfants et même à la mort de l'un d'eux.

A. C.

AVORTEMENT CHEZ DES VACHES OCCASIONNÉ PAR L'INGESTION
DE L'USTILAGO MAIDIS.

Cet ustilago est un champignon parasitaire qui vient sur le maïs, comme l'ergot sur le seigle. Dans une étable où l'on nourrissait les vaches avec du maïs infesté de ce parasite, onze vaches ont avorté en huit jours de temps. D'après le conseil de Haselbach, on a changé la nourriture, et les autres vaches n'ont pas avorté. Pour mieux se convaincre de la qualité nuisible de ces champignons, l'auteur, après en avoir séché et pulvérisé, en a administré, en deux jours, 6 gros à deux chiennes pleines qui n'ont pas tardé à avorter. *(Annales méd. vétér. belge.)*

EMPOISONNEMENT DE BÊTES À CORNES PAR LE ROSEAU À BALAI.

Par M. ROSENBAUM.

Un troupeau de quatorze bêtes à cornes ayant mangé une grande quantité de roseaux à l'état frais (*arundo phragmites*), toutes ces bêtes furent subitement atteintes de maladie tellement violente, qu'à l'arrivée de M. Rosenbaum, six d'entre elles avaient déjà succombé. Cinq des survivantes étaient couchées et comme paralysées, sans pouvoir se relever. Elles étaient un peu méléorisisées; la respiration était un peu accélérée, le pouls petit, mais assez fréquent, et les battements du cœur très-forts et sonores.

Comme on se rappelait que plusieurs fois des bêtes à cornes avaient mangé impunément de ce roseau dans la contrée, l'empoisonnement a dû être recherché autre part. Rosenbaum croit en avoir découvert la cause dans la présence en grande quantité, sur les feuilles de la plante, du cryptogame connu par les botanistes sous le nom de *sphacria rimosa*. *(Ibid.)*

EMPOISONNEMENT PAR LE PLOMB.

Par le Dr L. SCHOTTEN.

Nous transcrivons, en l'abrégeant, l'observation qu'on va lire, à cause du genre bizarre d'intoxication et comme exemple d'absorption d'une substance métallique par la peau.

OBS. — Un homme de quarante-sept ans, d'une forte constitution, et qui n'avait jamais été malade, montrait depuis plusieurs années des signes d'hypochondrie et un affaiblissement de la mémoire ; sa peau avait pris depuis un an une teinte jaunâtre, et il avait éprouvé, une fois seulement, un accès de colique violent, mais passager.

L'auteur fut appelé auprès de cet homme, le 29 juillet 1859, pour une violente céphalalgie occipitale ; la douleur était sourde et continue ; le malade avait de la peine à rassembler ses idées ; la vue était obscurcie et double, la respiration lente, pas d'appétit, langue chargée d'un enduit épais ; ventre surtendu, constipation, urine rare.

M. Schotten, pensant avoir affaire à une affection cérébrale, prescrivit les ventouses à la nuque et un purgatif salin, mais sans résultat ; au contraire, la somnolence ne fit qu'augmenter.

Plus tard survinrent des contractures des membres, avec rougeur du visage et persistance de l'état comateux. Ce fut alors que le médecin apprit du beau-père du malade que ce dernier avait l'habitude, depuis quelques années, de frotter, plusieurs fois par jour, avec une lame de plomb, ses cheveux qui commençaient à blanchir ; le soir, il s'entourait la tête d'une grande pièce de laine.

Un examen de la tête fit voir que les cheveux manquaient en avant de la tête, et que les longs cheveux de l'occiput ramenés sur le sommet recouvriraient une couche de poussière noire qu'on recueillit avec un peigne pour la soumettre à l'analyse.

Les dents, couvertes d'un épais mucus, étaient garnies d'une bordure couleur d'ardoise.

L'analyse de la matière recueillie sur la tête y fit découvrir du sulfure de plomb, mais pas de sels plombiques.

Il devenait donc évident que cet homme était affecté d'une maladie saturnine, caractérisée par les coliques, la constipation, la tension du pouls, le coma, les convulsions, les contractures.

Le traitement fut dirigé en conséquence et eut pour résultat de faire cesser l'état comateux et de réveiller un peu l'appétit; mais déjà, le 5 août, le coma était redevenu plus intense, avec crampes du côté droit et mouvement automatique de la main gauche.

Le 10 août, le malade ne pouvait plus avaler; il mourut le 13.

A l'autopsie, on trouva une stase sanguine considérable dans le cerveau et ses enveloppes et un abcès volumineux occupant la base de l'hémisphère gauche.

L'auteur fait suivre son observation de réflexions judicieuses sur la possibilité de l'absorption de substances métalliques par la peau, et sur la manière dont l'intoxication a pu se produire dans ce cas particulier.

(*Gazette médicale de Paris*, n° 27, 6 juillet 1861.)

ASPHYXIE PAR LES GAZ DES FOSSES D'AISANCES.

La désinfection des matières contenues dans les fosses d'aisances prescrite par les ordonnances de MM. les préfets de police Carlier, de Maupas, Pietri, ordonnances qui sont cependant encore en vigueur, avait fait cesser les cas d'asphyxie, résultat de la vidange des fosses d'aisances.

Un fait malheureux que nous rapportons ici démontre qu'il est besoin de renouveler les précautions et de rappeler aux personnes chargées de ces opérations la nécessité qu'il y a de se

conformer à ce qui a été prescrit par l'autorité à la fin de juin dernier.

Cinq hommes d'équipe, au service du sieur Ternois, avaient commencé, à cinq heures du matin, la vidange d'une fosse rue Soffroy, quartier des Batignolles ; ils avaient déjà extrait deux tonnes de matière lorsque quatre d'entre eux sortirent pour aller chercher le matériel qui leur manquait. Le nommé Charles Lefort, âgé de vingt-quatre ans, demeurant rue de Pierrefitte, à Saint-Denis, resta seul.

Quelques instants après le départ des quatre ouvriers, l'un des charretiers arriva et fut surpris de ne pas voir Lefort, qu'il croyait trouver dans la cour. L'ayant appelé en vain, il regarda dans la fosse et l'aperçut dans le fond. Aussitôt il donna l'alarme. Le piqueur de service entendit les cris et accourut avec les ouvriers qui se trouvaient là. L'un d'eux, le nommé Chassan, domicilié rue des Boulangers, à Saint-Denis, voulut descendre le premier pour sauver son camarade ; mais, suffoqué par le gaz méphitique, il tomba sans mouvement à côté de lui. Un second ouvrier, François Mativet, rue de Paris, à Saint-Denis, n'hésita pas à tenter à son tour ce périlleux sauvetage, mais il ne fut pas plus heureux, et il resta au fond de la fosse.

Le sort de ces deux victimes du dévouement ne découragea pas le nommé Frédéric Rieser, demeurant aussi à Saint-Denis, rue de Paris, 3 ; seulement il prit la précaution de se faire attacher, et, en même temps que lui, on descendit un fourneau allumé, dans le but de brûler et d'absorber les gaz délétères. Rieser descendit trois fois de suite, et à chaque fois remonta avec une des victimes. Quant à Chassan, il donnait encore quelques signes de vie ; une saignée immédiatement pratiquée par l'un des médecins qu'on avait envoyé chercher le ranima ; il fut ensuite conduit à l'hôpital Beaujon.

M. Chartier, commissaire de police du quartier de Batignolles,

a procédé à une enquête. On a lieu de supposer que Lefort est tombé accidentellement dans la fosse. A la suite des constatations, le corps de ce malheureux et celui de Mativet ont été transportés à Saint-Denis et remis aux familles de ces ouvriers.

Note du Rédacteur. — Si les matières contenues dans la fosse eussent été bien désinfectées, ces accidents ne seraient point arrivés ; mais la plupart de ceux qui s'occupent de vidange ne savent pas opérer rationnellement ; ils ne savent pas : 1^o quelle est la composition du désinfectant qu'ils emploient ; 2^o combien le produit liquide dont ils font usage contient de sel désinfectant en dissolution ; 3^o si le liquide est acide ou neutre ; 4^o enfin si la fosse est en surcharge. Selon nous, les entrepreneurs doivent, sauf responsabilité, savoir ce qu'ils font, et si les matières qu'ils emploient sont en quantité suffisante.

A. CHEVALLIER.

PHARMACIE.

EAU PHÉNIQUÉE.

Acide phénique ordinaire.....	25 grammes.
Eau distillée.....	500 —

Méllez et agitez. L'excédant de l'acide indissous restant au fond du vase, on décante à l'aide d'un entonnoir à robinet.

L'eau dissout 3 à 4 pour 100 d'acide phénique à 20 degrés du thermomètre. Malgré cette saturation modérée, elle retient une saveur piquante et une odeur très-vive. En lotions sur tout le corps à l'aide d'une éponge, elle fait disparaître la gale en quarante-huit heures ; trois lotions par jour. C'est sans contredit le plus économique de tous les antipsoriques. L'eau phéniquée est employée avec succès, d'après nos indications, dans plusieurs infirmeries régimentaires.

Si l'on voulait charger l'eau d'une plus forte proportion d'a-

cide phénique, on aurait recours à l'alcool, et mieux à la glycérine.

CAMPHORATE DE QUININE.

M. Pavesi, pharmacien italien, a fait connaître la recette suivante :

On dissout l'acide camphorique pur dans 8 parties d'eau distillée bouillante; on y incorpore la quinine peu à peu, jusqu'à saturation, en agitant constamment. A ce point, on ajoute un peu de charbon animal pur. La liqueur est filtrée après quelques minutes d'ébullition, et évaporée doucement jusqu'à siccité. On obtient une poudre blanche qui doit être conservée dans un flacon bien bouché.

On prépare de même les camphorates de morphine et de strychnine.

Ces sels sont employés dans les mêmes cas où l'action de leurs bases est invoquée.

MOISISSURE DES EMPLATRES.

Connait-on des moyens d'obvier sûrement à la moisissure des emplâtres faits avec des matières végétales ? M. Hirschberg ne le pense pas, et il croit pouvoir attribuer l'inefficacité des procédés recommandés dans ce but à ce qu'on a mal observé le point de départ de ce genre d'altération. La moisissure des emplâtres ne procède pas de l'extérieur vers l'intérieur, mais bien de l'intérieur vers l'extérieur. Souvent la moisissure se manifeste alors même qu'on s'est servi de poudres végétales parfaitement sèches. C'est l'eau contenue dans l'huile, la cire et la résine, qu'on peut considérer comme la cause première de la moisissure, qui se développera surtout quand on aura trop longtemps malaxé la masse, ou bien quand la malaxation aura été faite de manière à

laisser des vides dans l'intérieur. On aura beau, dans ce cas, enduire l'emplâtre d'une couche d'huile de lin et le conserver dans un endroit sec ; très-souvent on le verra moisir et perdre de ses propriétés. Mais lorsqu'on a soin de chauffer d'abord au bain de vapeur le mélange d'huile, de cire et de résine jusqu'à ce qu'il ne s'en dégage plus de vapeur d'eau, qu'ensuite on y incorpore les poudres végétales bien sèches et qu'enfin on roule la masse emplastique dans de l'huile de lin privée d'eau, on obtient un emplâtre qui, même dans les circonstances les plus défavorables, se conserve presque indéfiniment. Comme les emplâtres préparés de cette manière sont plus durs que ceux obtenus par le procédé ordinaire, on devra augmenter légèrement la proportion d'huile, afin que la masse acquière la consistance convenable.

(*Arch. de Pharm. et Journ. de Pharm. d'Anvers.*)

HUILE DE FOIE DE MORUE.

M. Boudet, au nom de la commission des remèdes secrets, a lu un rapport sur l'huile de foie de morue blanche fabriquée à l'établissement français de Saint-Pierre et Miquelon, par M. Riche, armateur à Saint-Malo. Cette huile est d'une blancheur qui peut soutenir la comparaison avec celle des plus beaux produits du commerce ; sa saveur est très-douce, et elle est sans action sur le papier bleu de tournesol.

La commission, considérant les résultats satisfaisants des expériences auxquelles elle a soumis les produits présentés par M. Riche, et ses efforts pour doter notre colonie de Saint-Pierre d'une industrie nouvelle, et affranchir notre commerce du tribut onéreux qu'il a payé jusqu'ici à l'étranger, propose à l'Académie de répondre à M. le ministre de l'agriculture et du commerce et à M. le ministre de la marine, que les huiles de foie de morue provenant de l'usine de M. Riche sont pures et bien préparées ;

et que leur excellente qualité et leur origine française les recommandent à la bienveillante protection du gouvernement et à la confiance des médecins.

Ce rapport a été adopté.

NOMINATION D'UN PROFESSEUR A L'ÉCOLE DE PHARMACIE.

Par décret impérial en date du 29 juin 1861, rendu sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes, M. Buignet, docteur ès-sciences physiques, agrégé près l'École supérieure de pharmacie de Paris, est nommé professeur adjoint de physique à ladite École, en remplacement de M. Robiquet, décédé.

M. Buignet avait été présenté en première ligne par l'École, et cela à l'unanimité.

SUR LA PRÉPARATION DU LAUDANUM.

Monsieur et Confrère,

Vous me demandez mon avis sur la préparation du laudanum, et si l'on peut substituer au vin de Malaga d'autres vins rendus plus riches en alcool et en matière sucrée.

Cette substitution n'est pas permise, pas tolérée; elle amènerait la condamnation de celui qui se la permettrait.

A l'appui de mon dire, voici des faits :

« Trois pharmaciens du département du Doubs, poursuivis pour avoir préparé du laudanum liquide tant pour substitution d'un vin blanc ordinaire ou d'un mélange alcoolique au vin de Malaga, que pour manque des substances qui constituent le laudanum, avaient été acquittés par le Tribunal de première instance séant à Gray. Sur l'appel du procureur impérial, la Cour impériale de Besançon a trouvé qu'il avait été bien jugé pour l'un d'eux, mais a condamné le second à 16 fr. d'amende et à

l'insertion du jugement dans quatre journaux de la localité. Le troisième a été condamné à 50 fr. d'amende et à l'insertion du jugement dans quatre journaux. »

Voilà où en est la législation à cet égard.

Nous aurions voulu plus tôt faire connaître ces jugements ; mais de nos confrères qui m'avaient demandé des renseignements sur la préparation du vin d'opium ne m'avaient pas fait connaître le résultat des procès intentés à divers pharmaciens. Ce qui, soit dit en passant, est peu convenable.

Je suis, etc.

A. CHEVALLIER.

17 juillet.

FALSIFICATIONS.

VENTE DE VIN FAISIFIÉ. — CONDAMNATION DE L'ACHETEUR.

APPEL. — CONDAMNATION DU VENDEUR PRIMITIF.

Deux sortes d'industriels sont à Paris dans une mauvaise position : ce sont les marchands de vin et les laitiers. Un grand nombre de ces industriels, ayant falsifié les liquides qu'ils vendent, on les condamne jurement ; cependant, ils peuvent être condamnés sans l'avoir mérité ; car, trompés eux-mêmes, ils supportent la peine qu'aurait dû subir le premier vendeur, qui aurait été l'auteur de la fraude.

Le fait suivant, que nous trouvons dans la *Gazette des Tribunaux* du 4 juillet, vient à l'appui de ce que nous avançons.

M. B..., marchand de vin, était condamné, le 9 janvier dernier, par jugement de la 8^e chambre du Tribunal correctionnel de la Seine, à quinze jours de prison et 100 francs d'amende, pour vente de vin falsifié. M. B... a interjeté appel de la décision des premiers juges.

A l'audience de la Cour, M^e Montigny, défenseur de B..., fai-

sait connaître que son client venait à peine de quitter le commerce de l'épicerie pour celui du vin, lorsqu'il avait fait certains achats d'un sieur L...; que c'étaient les vins qu'il avait achetés de ce dernier, et avait revendus tels qu'il les tenait, qui avaient amené la poursuite correctionnelle dont il avait été l'objet. Le défenseur demandait à faire entendre à ce sujet différents témoins. La Cour faisait droit à cette demande, et sur cette audience l'affaire était remise à deux mois. Pendant ce temps, des poursuites étaient dirigées contre le sieur L..., au sujet des vins qu'il avait vendus à M. B...; mais le Tribunal correctionnel (8^e chambre) le renvoyait des fins de la plainte.

Sur de nouvelles explications de M^e Montigny, la Cour remettait au 21 juin. Par suite d'un appel du ministère public contre le sieur L..., l'affaire était débattue contradictoirement entre lui et B....

Après avoir entendu M^e Montigny pour B..., M^e Gressier pour L..., la Cour a, conformément aux conclusions de M. l'avocat général Barbier, déchargé M. B... des condamnations prononcées contre lui, et a condamné le sieur L... à quinze jours de prison et 100 francs d'amende pour vente de vin falsifié.

On se demande comment doivent faire les acheteurs pour se mettre en garde contre la responsabilité qu'ils encourrent en achetant d'un marchand en gros une marchandise falsifiée, mais dont les caractères sont tels que l'acheteur ne peut reconnaître la falsification?

Pour le marchand de vin, il peut faire prélever un échantillon et le conserver dans un vase fermé portant les cachets du vendeur et de l'acheteur; mais pour du lait, produit qu'on obtient de chaque jour, le cas est plus difficile.

Nous avons cependant pu faire reconnaître que des marchands de lait au détail avaient été trompés par leurs vendeurs,

en faisant saisir des laits au moment de leur arrivée et avant qu'ils ne fussent sortis des mains du vendeur.

Mais, on le conçoit, cette dernière opération est difficile ; elle exige : 1^o qu'on soit là à l'arrivée du lait ; 2^o la présence soit d'un huissier, qui dresse procès-verbal ; soit d'un commissaire de police, qui constate que le vase contenant le lait n'est pas sorti des mains de l'expéditeur, et que la nature de ce lait n'a pu être changée.

A. CHEVALLIER.

LE POIVRE BLANC EST-IL UN PRODUIT RÉPRÉHENSIBLE,
UNE FALSIFICATION ?

On lit dans le *Cosmos* :

« Le poivre dit *poivre blanc* n'est autre que du poivre ordinaire entouré d'une couche légère de talc gommeux augmentant le poids de la matière d'environ 7 pour 100. Ce poivre, à cause de sa blancheur et de sa finesse, est à tort préféré au poivre ordinaire sur les tables de bonne maison. En effet, le parquet de Lille a vu dans la vente de ce poivre ainsi préparé une falsification de denrées alimentaires, et a appelé devant le tribunal l'épicier de Lille, débitant de ce produit, et le fabricant de Paris, son fournisseur. Le tribunal a constaté qu'il y avait falsification, et a condamné le fabricant parisien à 50 fr. d'amende, et le débitant lillois à 25 fr. »

HYGIÈNE PUBLIQUE.

ACCIDENTS CAUSÉS PAR L'ESSENCE DE TÉRÉBENTHINE.

Note de M. CH. MÉNIÈRE.

Le *Journal de Maine-et-Loire* du 3 juillet annonce qu'un singulier accident a failli causer la mort d'un homme. Voici les faits :

« Il y a quinze jours, une bouteille contenant 50 litres d'essence de térébenthine s'était brisée dans la cour de M. Martinet, pharmacien à Chalonnes-sur-Loire, et avait gagné le puits. Comme l'eau n'était plus potable, M. Martinet, après s'être assuré qu'une chandelle allumée ne s'y était pas éteinte au bout d'une heure et demie, fit descendre dans son puits.

« Le premier ouvrier, Bourdeil, qui descendit, homme d'un caractère pacifique, se mit à jurer quelque temps après avoir travaillé, devenu irascible à la moindre observation. M. Martinet ne cessa de veiller à l'entrée du puits. Tout travail cessant et le mutisme le plus complet ayant succédé, il alla chercher un autre ouvrier, nommé Levreau, qui descendit également. En arrivant près de Bourdeil, celui-ci se mit à rire, puis à s'endormir, en recommençant à plusieurs reprises le même manège. Bientôt le second ouvrier finit par rester inactif également.

« M. Martinet, étonné comme de juste, fit descendre un troisième ouvrier attaché à la ceinture, et qui fut assez heureux pour remonter les ouvriers Bourdeil et Levreau, n'ayant plus connaissance de tout ce qui se passait autour d'eux.

« De l'air, du repos, une saignée faite de suite par le médecin présent, firent cesser toute crainte pour la vie de ces deux ouvriers. »

Des accidents de cette nature sont rares, et l'essence de térébenthine a donc la propriété hilariante dans certaines conditions et sur certains individus; mais si l'on continue à respirer l'air qui peut en être saturé, la mort pourra s'ensuivre; car les chrysalides qu'on expose longtemps à la vapeur de l'essence de térébenthine périssent; les insectes sont également tués.

Il n'y a pas de doute que le séjour prolongé dans un air saturé d'essence de térébenthine occasionnerait la mort après d'autres accidents.

Je souhaite que cette communication puisse offrir quelque in-

téret, et que de nouveaux faits viennent confirmer notre manière de voir.

RAPPORT SUR UN PROCÉDÉ DE PEINTURE SANS ESSENCE DU
A M. DORANGE ET PRÉSENTÉ PAR MM. LEFEBVRE.

Par M. A. CHEVALLIER.

Messieurs,

Vous avez renvoyé au comité des arts chimiques l'examen d'un procédé de peinture de M. Dorange, présenté, au nom de MM. Lefebvre, entrepreneurs à Paris, par M. Lourmand, chez lequel une application en a été faite. Ce procédé, qui exclut l'emploi de l'essence de térébenthine, offre un très-grand intérêt au point de vue de l'hygiène publique, puisqu'on peut, sans danger pour la santé, habiter immédiatement les lieux où il vient d'être mis en pratique; votre comité a donc pensé qu'il méritait de fixer l'attention de la Société.

On sait que l'emploi de l'essence de térébenthine dans la peinture est non-seulement nuisible aux ouvriers, mais encore et surtout aux personnes obligées d'habiter des appartements fraîchement peints, et chez lesquelles des accidents plus ou moins graves ont été produits par les seules émanations de cette essence. Si l'on recherche les observations qui ont été faites à ce sujet, on trouve :

1^o Que Patissier, dans son *Traité des maladies des artisans*, etc., 1822, dit, page 122, que « les couleurs à l'essence de térébenthine exhalent une odeur vive et pénétrante qui irrite les voies pulmonaires et gastriques; » qu'en 1821, ayant visité un appartement où l'on peignait à l'essence, il fut affecté sur-le-champ par une toux sèche et pris de coliques qui se terminèrent par une diarrhée douloureuse.

2^o Qu'en 1831, M. Corsin, médecin à La Villette, fut atteint

d'une maladie grave suivie de mort, pour avoir habité un appartement nouvellement peint.

3^o Qu'en 1843, un élève en pharmacie, M. Journeil, a fait connaître les graves symptômes de maladie qu'il avait éprouvés pour avoir couché dans une chambre dont le papier avait reçu un vernis contenant de l'essence de térébenthine (1).

4^o Que Bouchardat, s'étant livré, en 1845, à des expériences sur les effets physiologiques de la vapeur d'essence de térébenthine, a établi que, chaque fois qu'il distillait cette essence sur de la brique et qu'il restait cinq ou six heures au laboratoire dans une atmosphère chargée de vapeurs, il ne ressentait d'abord qu'un peu de céphalalgie en conservant un pouls régulier et un appétit ordinaire, mais que, pendant la nuit qui suivait, des symptômes de maladie commençaient à se manifester. Ces symptômes consistaient en insomnie, agitation continue, chaleur de la peau, pulsations s'élevant de 65 à 86, difficulté d'émission de l'urine, qui possédait alors à un haut degré l'odeur spéciale que lui communique la térébenthine; le lendemain, une courbature excessive, accompagnée de pesanteur et de douleurs dans la région des reins, succédait à cette agitation. Enfin, un état de lasitude, de défaillance avec incapacité de travail, persistait pendant deux ou trois jours. A trois reprises différentes, M. Bouchardat a répété les mêmes expériences, et, chaque fois, les mêmes phénomènes se sont reproduits en présentant des caractères identiques.

En considérant que les peintres et vernisseurs, continuellement exposés aux vapeurs d'essence, n'éprouvent pas les incommodités qu'il a ressenties, et qu'en général ils ne sont pas affectés comme les personnes qui habitent des appartements fraî-

(1) Le récit de M. Journeil a été inséré dans le *Journal de chimie médicale*, année 1843, p. 347.

chement peints, M. Bouchardat en conclut que l'habitude seule a émoussé leur sensibilité.

5^o Que M. Marchal de Calvi a fait connaître à l'Académie des sciences, en 1855 et en 1857, deux cas d'empoisonnement par les vapeurs d'essence de térébenthine. La première fois, il s'agissait d'une dame rapidement atteinte par les symptômes les plus alarmants pour avoir habité un appartement fraîchement peint, et qui n'a été sauvée, au bout d'un mois, que grâce à un traitement énergique. La seconde fois, les mêmes phénomènes se sont présentés chez une autre dame pour le seul fait d'avoir fait repeindre les portes et fenêtres de la chambre dans laquelle elle couchait; cette dame a dû être transportée immédiatement dans une autre maison, et ne s'est remise que longtemps après.

6^o Qu'en 1856 M. Letellier faisait également connaître à l'Académie des sciences, dans la séance du 4 février, les accidents qu'il avait éprouvés, à trois reprises différentes, pour être resté dans une citerne remplie d'air atmosphérique chargé de vapeurs d'essence de térébenthine. Il avait été pris de vertige, avait éprouvé un peu de moiteur, des fourmillements aux poignets; mais ces symptômes avaient disparu dès qu'il s'était retrouvé à l'air libre.

Sans vouloir continuer ces citations, dont la liste pourrait être augmentée d'un grand nombre de cas analogues à ceux qui viennent d'être rapportés, nous dirons, avec M. Marchal de Calvi, dont l'opinion est basée sur les recherches qu'il a entreprises :

1^o Que la céruse est fixe dans la peinture, dont elle forme la base, et qu'elle n'est pour rien dans les accidents qui peuvent résulter d'un séjour dans un appartement fraîchement peint;

2^o Que ces accidents sont dus aux vapeurs de térébenthine;

3^o Que le danger est le même dans un appartement fraîchement peint, quel que soit le composé, blanc de plomb ou blanc de zinc, qui forme la base de la peinture;

4^o Qu'il y a danger d'empoisonnement par les vapeurs de té-rébenthine tant que la peinture n'est pas parfaitement sèche; que le plus sûr est de n'habiter un appartement peint que lorsque toute odeur d'essence a disparu.

C'est pour remédier aux graves inconvénients qui viennent d'être signalés que M. Dorange a imaginé le procédé qu'exploitent aujourd'hui MM. Lefebvre. Nous avons expérimenté ce procédé, et nous allons maintenant vous rendre compte des résultats qu'il nous a été donné de constater.

N'ayant point, à Paris, de local à notre disposition, nous avons été obligé d'installer MM. Lefebvre dans une petite pièce humide, sur les murs salpêtrés de laquelle l'eau s'était condensée. Cette circonstance nous avait fait craindre d'abord pour les résultats de l'expérience; mais, hâtons-nous de le dire, l'épreuve n'a pas eu à en souffrir.

On a commencé par faire un feu vif et continu dans la pièce, puis, après avoir épongé les murs, on les a grattés à vif. Cela fait, on a donné une première couche avec la peinture à l'huile sans essence.

Cette première couche appliquée, on a procédé au bouchage des trous que présentaient les murs; puis on a donné une seconde couche, fait des encadrements et peint la cheminée et les boiseries.

Tous ces travaux n'ont pas exigé plus de temps qu'à l'ordinaire, et la peinture nouvelle non-seulement a séché aussi promptement que la peinture à l'huile et à l'essence, mais encore elle s'est parfaitement conservée, malgré l'état des murs. Pendant toute la durée de l'expérience, votre rapporteur n'a pas quitté MM. Lefebvre. Facilement impressionné par l'essence de térbenthine, il n'a éprouvé, dans ces circonstances, aucune sensation désagréable; aussi est-il convaincu que la nouvelle

peinture peut être appliquée partout sans danger ni incommodité.

MM. Lefebvre nous ont remis les certificats d'un grand nombre de personnes chez lesquelles ils ont employé le procédé de M. Dorange, certificats attestant les résultats les plus satisfaisants, ainsi que la facilité avec laquelle la nouvelle peinture s'est séchée sans déceler la moindre odeur. Sur notre demande, ils nous ont déclaré que le prix de cette peinture n'est pas plus élevé que celui de la peinture à l'essence.

De tout ce qui précède, il résulte pour nous que la peinture dont se servent MM. Lefebvre, et dont la découverte est due à M. Dorange, est d'une application utile sous le rapport de l'hygiène publique, puisqu'elle peut être employée dans les appartements sans qu'il soit nécessaire de les abandonner pendant un certain temps et sans qu'on ait à craindre d'asphyxie ou d'empoisonnement.

A. CHEVALLIER.

ARTS INSALUBRES. — DROITS DE L'AUTORITÉ MUNICIPALE.

MATIÈRES FÉCALES.

Les hygiénistes qui s'occupent de l'application des lois et règlements sur la partie de la science qu'ils cultivent et ceux de nos confrères qui remplissent des fonctions municipales, prendront connaissance avec intérêt d'une décision que vient de prendre la Cour de cassation. On sait que l'autorité municipale est chargée de prendre les mesures qu'elle juge nécessaires à la salubrité de la commune qu'elle administre. Usant des droits qui lui sont conférés, elle avait décidé qu'un grand établissement, la papeterie d'Essonne, devait faire construire des fosses d'aisances et ne pas laisser déverser dans la rivière les excréments du personnel de l'usine. Ce grand établissement (chose triste à dire), arguant de ce qu'il était autorisé par arrêté préfectoral, niait à la

municipalité le droit de s'immiscer dans son organisation, et le Tribunal de simple police de Corbeil avait donné gain de cause à la papeterie d'Essonne.

Mais la Cour de cassation, comprenant mieux l'esprit de la loi et les intérêts de l'hygiène publique, a cassé l'arrêt du Tribunal de Corbeil et décidé que « *l'arrêté municipal qui interdit de déverser dans un cours d'eau les matières provenant des fosses d'aïances, et ordonne la construction de ces fosses ailleurs que sur la berge, s'applique même aux usines situées sur ce cours d'eau avec l'autorisation du préfet.* »

ÉTAMAGE DES VASES CULINAIRES.

Considérant que de graves accidents ont eu pour origine l'introduction de fortes quantités de plomb dans l'alliage employé pour l'étamage des vases destinés aux usages alimentaires, M. le préfet de la Loire-Inférieure a pris, le 24 juin, un arrêté ainsi conçu :

« Art. 1^{er}. — Il est interdit aux étameurs d'employer, pour les opérations de l'étamage, quelles qu'elles soient, un autre métal que l'étain réputé fin dans les usages du commerce.

« Art. 2. — Dans aucun cas, l'étain destiné à l'étamage ne devra contenir une quantité de plomb ou d'un autre métal étranger supérieure à 10 pour 100. »

VARIÉTÉS SCIENTIFIQUES.

INAUGURATION DE LA STATUE DE THENARD.

L'inauguration du monument élevé à Sens à la mémoire d'un homme vénéré et aimé de tous ceux qui l'ont connu a eu lieu le samedi 20 juillet en présence d'une foule formée de personnes accourues non-seulement de tous les points du département, mais encore des départements voisins.

On conçoit qu'à cette cérémonie les corps savants de Paris ne devaient pas faire défaut, et parmi les membres choisis pour représenter la science, on comptait des collègues de ce savant illustre.

Des discours ont été prononcés :

- 1^o Par M. DELIGAND, maire de Sens ;
- 2^o Par M. DUMAS, au nom de M. le ministre de l'instruction publique, retenu au conseil des ministres ;
- 3^o Par M. ARSÈNE HOUSSAYE, au nom de M. le ministre d'État, retenu au conseil ;
- 4^o Par M. JAVAL, au nom des députés du département ;
- 5^o Par M. BALARD, au nom de l'Académie des sciences ;
- 6^o Par M. HÉBERT, au nom de la Faculté des sciences ;
- 7^o Par M. STANISLAS JULIEN, au nom du Collège de France ;
- 8^o Par M. PASTEUR, au nom de l'École normale ;
- 9^o Par M. LECANU, au nom de l'Académie impériale de médecine et de l'École de pharmacie ;
- 10^o Par M. FÉLIX BOUDET, au nom de la Société de secours des amis des sciences ;
- 11^o Par M. BARRAL, au nom de la Société d'encouragement et de la Société impériale d'agriculture,

Nous voudrions pouvoir rapporter ici tous ces discours, mais l'espace ne nous le permet pas. Nous nous bornerons à reproduire l'allocution présentée, au nom de l'Académie impériale de médecine et de l'École de pharmacie, par notre ami et collègue L.-R. LECANU.

ALLOCUTION

PRONONCÉE A L'OCCASION DE L'INAUGURATION DE LA STATUE DE THENARD,

À SENS (YONNE), LE 20 JUILLET 1861,

Par M. L.-R. LECANU,

Membre de l'Académie impériale de médecine, professeur titulaire
à l'École supérieure de pharmacie de Paris, etc.

Si je prends la parole après les orateurs que nous venons d'entendre, c'est, Messieurs, qu'il me faut remplir un devoir, payer à la mémoire de Thenard un tribut de respectueux regrets :

Au nom de l'Académie impériale de médecine, qui s'honore de l'avoir compté au nombre de ses associés libres;

Au nom de l'École supérieure de pharmacie de Paris, qui fut de sa part l'objet d'une constante sollicitude.

Je tiens à très-grand honneur, en saluant sa statue, d'associer nos hommages aux hommages des illustrations qui l'entourent, et dont la présence me reporte au temps heureux où je contemplais aux côtés du modèle les grandes figures des Laplace, des Berzelius, des Dulong, des Gay-Lussac, des Humboldt, ces gloires impérissables de l'esprit humain.

La pensée ne saurait me venir de vous parler de la sagacité, de la profondeur de vue de l'expérimentateur, de la méthode, de la clarté d'exposition du professeur et de l'écrivain, quand ces dons de l'intelligence, magnifiquement départs à Thenard, viennent d'être mis en relief avec un talent d'analyse, une justesse d'appréciation, une autorité de parole, que je ne saurais égaler.

Il appartenait à des émules de faire ressortir l'influence considérable exercée sur les progrès de la chimie :

Par les auteurs de ces admirables recherches physico-chimiques que Berthollet, dans son rapport, déclarait constituer une science particulière, élevée sur l'ancienne physique et sur l'ancienne chimie;

Par le créateur de l'eau oxygénée, cette sœur de l'eau naturelle, deux fois aussi riche en oxygène, et douée de vertus singulières, j'allais dire excentriques, que la main d'un opérateur de génie pouvait seule mettre au monde ;

Par l'investigateur non moins habile à faire tourner les données de la science au profit des arts et de l'industrie qu'à sonder ses mystères; témoin : ses observations relatives aux mordants employés en teinture, aux enduits hydrofuges destinés à la peinture murale; ses essais de restauration de tableaux ayant *poussé au noir*; ses procédés de dépuration des huiles pour l'éclairage, de purification des aluns, de fabrication de la céruse, du bleu cobalt;

Par le professeur dont les leçons à l'École polytechnique, à la Sorbonne, au Collège de France, durant plus d'un demi-siècle, l'écrivain dont le livre, six fois édité à des milliers d'exemplaires, ont, avec le goût, popularisé l'étude de la chimie.

Quelques mots, au contraire, me seront permis, je l'espère, des qualités de l'âme de cet homme excellent.

Aussi bien, ici comme aux bords de sa tombe, là où se sont donné rendez-vous ceux qui l'ont le mieux connu, ceux qui l'ont le mieux aimé, les éloges venus du cœur sont encore les plus assurés de rencontrer des échos.

Les souvenirs que réveille l'image placée sous leurs yeux ont d'autant plus de charmes que l'habile ciseau de Droz, tout en conservant à sa belle œuvre les formes caractéristiques d'une riche et puissante nature, fait oublier, par le calme de l'attitude, les tressaillements d'un sang parfois trop impétueux.

A la franchise de cet aveu vous reconnaîtrez l'école du maître ; elle vous est garant de la sincérité des convictions qui me font vous dire : Thenard ne fut pas seulement un chef de famille à la fois tendre et ferme, un ami fidèle et sûr, un collaborateur jaloux des droits de chacun, un collègue rempli de déférence envers les anciens de la compagnie, d'aménité envers les nouveaux, un administrateur intègre, un modèle de droiture, le vrai type du *vir probus dicendi peritus* ; il fut en outre, durant sa longue carrière, le meilleur guide, le plus constant, le plus solide appui de la jeunesse studieuse ; de même que, au déclin de sa vie, la fondation de la Société de secours des amis des sciences en a fait la providence de leurs martyrs.

Ses élèves se comptent par milliers : on les retrouve occupant les chaires des facultés, des écoles, des colléges ; construisant les voies ferrées, les routes, les canaux ; dirigeant ces travaux des mines, ces établissements industriels, ces exploitations agricoles, qui font la vraie richesse du pays ; ou de modestes pharmaciens de village, de simples chefs d'ateliers. Ceux-là, distançant leurs rivaux, ont vu les portes de l'Institut s'ouvrir devant leurs brillantes découvertes ; ceux-ci, infatigables pionniers de la science, défrichent chaque jour quelque nouvelle portion de ses champs arides, sans espoir, voire sans besoin d'applaudissements ; certains, plus de leur siècle, ont déserté la science pour la finance, ou se contentent de faire pénétrer dans les salons l'écho d'un enseignement que le maître savait rendre profitable à tous.

Interrogez-les ! vous les entendrez répondre qu'ils chérissent et vénèrent sa mémoire.

Pour moi, que Thenard fit jouir de l'inappréciable avantage de me former, sous Labillardière et Barruel, aux travaux de laboratoire ; qu'il voulut bien, deux ans plus tard, charger du soin de préparer

ses leçons au Collège de France, et bientôt après admettre à l'honneur de son intimité; pour moi, qui fus l'un des privilégiés de ses affections, car je puis montrer avec orgueil et je conserve religieusement, pour les léguer à mes enfants, ces mots tracés de sa main : « Venez vous mêler à ma famille, vous savez bien que je vous aime comme si vous étiez mon fils »; — j'avais moins de vingt ans quand je lui vouais toute ma reconnaissance, et maintenant que j'en ai plus de soixante, ma conscience me rend le témoignage de n'avoir pas failli aux devoirs qu'elle m'imposait.

En 1852, alors qu'il s'agissait d'élever à Séez la statue de Conté, l'illustre aïeul de sa belle et bonne compagne, j'écrivis à M. Thenard : « Si la misère a ses besoins, la gloire a ses exigences, et je désire, en toutes occasions, payer à l'une son aumône, à l'autre son tribut; cette fois, apporter ma pierre au premier des monuments que la reconnaissance du pays consacre à votre famille. »

C'était dès ce moment, Messieurs, prendre vis-à-vis de moi-même l'engagement de ne pas laisser à un autre l'honneur de la première pensée de ce nouveau monument, quand il plairait à Dieu d'appeler à lui le savant illustre, l'homme excellent, le vieillard vénéré, dont la mémoire sera l'objet d'un culte pieux.

Cet engagement, souscrit par ma raison et par mon cœur, il m'a été donné de le tenir. Puisse aujourd'hui, des célestes demeures, Thenard m'entendre et daigner recevoir les hommages que je dépose aux pieds de sa statue !

SUR L'EXERCICE DE LA PHARMACIE DANS LES ÉTATS PONTIFICAUX.

Mon cher Maître,

Je vous ai promis, dans ma dernière lettre, de vous adresser les différents règlements qui régissent l'exercice de la pharmacie dans les États pontifical. Je m'acquitte aujourd'hui de ma promesse. Ces renseignements prouveront qu'on est doté dans cette partie de l'Italie de certains avantages qui résultent de la limitation des officines.

On verra que ce qui a été l'objet de vœux si souvent exprimés par nos confrères, en France, existe ici, comme en Allemagne,

où l'on jouit des bénéfices de la limitation. Cette condition n'est donc pas une utopie, et quel ne serait pas le sort plus prospère de la pharmacie française s'il en était ainsi, lors même que plus de rigueur lui serait imposée ?

L'exercice de la pharmacie de Rome est soumis aujourd'hui au régime des ordonnances du *15 novembre 1836*.

On voit d'abord que, pour ouvrir une officine dans une localité quelconque, on est obligé de faire un grand nombre de démarches pour y être autorisé.

Ainsi qu'en France, il y a deux ordres de pharmaciens : le premier de la *Alta matricula*, le second de la *Bassa matricula*. Ces deux ordres correspondent à nos titres de pharmacien de première et de seconde classe. *Matricula* est l'équivalent du diplôme.

Entre le chapitre V et le chapitre VI, il manque une disposition dans ce règlement.

La loi semble donner tout avantage au fils du titulaire décédé. La pharmacie n'est pas vendue ; elle appartient de droit à la famille. Comme mesure de garantie, la pharmacie, au décès du titulaire, est gérée par un premier élève, pourvu du même diplôme dont avait été muni le décédé. L'officine revient au fils du jour où, après avoir subi ses examens, il aura été inscrit soit à la *Alta matricula*, soit à la *Bassa matricula*.

On trouve, à l'art. 9, une disposition spéciale pour le local d'une pharmacie. Ce sont les inspecteurs qui décident si l'emplacement est propre à l'établissement d'une officine.

L'art. 12 comprend une disposition relative au pharmacien de seconde classe. Il est formellement interdit à celui-ci de s'établir à côté du pharmacien de première classe.

On voit par l'art. 31 qu'en défendant au pharmacien de vendre des substances étrangères à sa profession, le législateur a voulu par là sauvegarder l'honorabilité de la pharmacie.

L'article 33 vient à l'appui de ce que j'ai dit dans ma précédente lettre. Les renseignements que M. le professeur Ruty, chargé de l'administration supérieure de la pharmacie, a bien voulu me donner, prouvent que les abus dont on se plaint en France ne se produisent pas ici, attendu que le nombre des officines est limité, et qu'on se montre très-rigoureux à l'égard de ceux qui empiètent dans l'exercice de la pharmacie.

A partir de l'art. 35 viennent les dispositions relatives aux visites. On y voit une grande analogie avec nos conseils de salubrité et jurys médicaux.

Ce n'est pas sans difficulté qu'il m'a été possible de recueillir ces renseignements. Je recommande à votre indulgence la forme et la traduction ; car, en traducteur fidèle, je me suis attaché à reproduire exactement, avant tout, ce que j'ai lu dans une langue étrangère.

Veuillez recevoir, mon cher et digne Maître, la nouvelle assurance de mon profond attachement et respect.

SCHAUEFFÈLE fils,
Pharmacien aide-major.

Rome, le 1^{er} juin 1861.

Une des choses qui intéressent le plus directement la santé publique sont certainement les règlements sur la conservation et la préparation, ainsi que sur le commerce des médicaments. Le congrès de santé, en vertu des pouvoirs qui lui ont été attribués par l'édit du 20 juillet 1834, a cru pouvoir les réviser avec la plus grande attention. Après avoir pris les informations nécessaires près des deux collèges médico-chirurgicaux de Bologne et de Rome, *sous les yeux de Notre-Seigneur*, la congrégation a fait deux règlements nouveaux, l'un touchant la conservation et le débit au public des médicaments simples et composés, et l'autre touchant la manière de faire les visites des pharmacies. A ces deux règlements il a ajouté

un nouveau tarif du prix des drogues et des préparations pharmaceutiques plus en rapport avec leur valeur commerciale.

CHAPITRE PREMIER.

Dispositions générales pour les pharmacies et la vente des drogues dans les États pontificaux (1).

ARTICLE PREMIER. Ne pourra avoir une pharmacie dans les États pontificaux celui qui ne sera pourvu d'une permission de la Société médicale, et alors il devra se pourvoir, ou directement, ou par l'entremise du chef de province près duquel il prendra les informations nécessaires.

ART. 2. Toute pharmacie ouverte sans ces formalités sera immédiatement fermée et rayée des contrôles matricules.

ART. 3. Aussitôt qu'il aura sa permission de la congrégation médicale, pour qu'il puisse dire que l'ouverture de sa pharmacie est légale, le pharmacien devra retourner à cette même congrégation pour qu'elle en autorise l'ouverture; il préviendra les inspecteurs que sa pharmacie est à même de les recevoir, et ils auront pour mission de vérifier si tous les médicaments indiqués dans la note fournie sont en quantités suffisantes et de bonne qualité, et si la pharmacie renferme les instruments nécessaires.

ART. 4. Toute pharmacie ou officine pharmaceutique devra être directement gérée par son propriétaire *immatriculé* (2) ou par un gérant approuvé ou immatriculé, et qui seront strictement responsables de leur gestion.

ART. 5. Un pharmacien autorisé ne pourra gérer plus d'une pharmacie; devant y maintenir un gérant légalement immatriculé, et, par cela même, si, outre sa propre pharmacie, il voulait en ouvrir une autre pour son propre compte, il devrait présenter un autre gérant immatriculé dans une des universités publiques des États pontificaux, lequel gérant le représenterait et gérerait la pharmacie comme pour son propre compte.

ART. 6. Dans le cas où un pharmacien viendrait à mourir sans

(1) Recueillies et traduites par M. SCHAUEFFÈLE fils, pharmacien aide-major, à Rome.

(2) Le mot *immatriculé*, dans cette acceptation, répond à celui de diplômé.

enfants, les héritiers au troisième degré auront le droit de rouvrir la pharmacie, bien entendu toujours en observant les précédentes dispositions.

ART. 7. Dans le cas où un pharmacien viendrait à mourir sans enfants, ni aucun autre héritier appartenant à la profession, le premier élève de la pharmacie, s'il est immatriculé et s'il appartient à la classe dont est cette même pharmacie, en prendra provisoirement la direction et la responsabilité, lui-même et non d'autres, pendant trois mois; dans le cas où cet élève manquerait, ou bien qu'il ne fût pas immatriculé, la pharmacie restera fermée tant que la veuve ou les héritiers ne se seront pas munis d'un gérant légalement autorisé, ou qu'ils l'auront vendue ou louée dans le plus bref délai possible; et, quoi qu'il advienne, ils devront en prévenir le congrès spécial de santé.

ART. 8. Il ne sera permis à aucun propriétaire de vendre ou de fermer sa pharmacie sans avoir prévenu, à Rome, le congrès de santé (1), et, dans les provinces, l'autorité administrative, à laquelle incombe l'obligation d'en prévenir la susdite congrégation; dans le cas où une pharmacie serait vendue, le propriétaire devra faire connaître par la même voie le nom de l'acquéreur; dans le cas de la vente partielle ou de la fermeture d'une pharmacie, les médicaments simples ou composés ne pourront être achetés que par un pharmacien ou un élève immatriculé (2).

ART. 9. Les propriétaires du local qui l'ont loué pour une pharmacie n'auront pas le droit de perpétuer le même usage pour un temps plus long que leur bail; quoiqu'ils aient l'éventualité d'y rétablir une pharmacie, ce local ne pourra resservir sans une nouvelle permission de la Société médicale; de même les locataires n'auront jamais le droit d'ouvrir une autre pharmacie à leur compte sans l'autorisation de la Société médicale (3).

ART. 10. Comme il a été calculé que pour qu'une pharmacie ait

(1) On est en instance pour délivrer les pharmaciens de cette indépendance des médecins.

(2) Les élèves immatriculés sont tous des pharmaciens reçus, parce que, le nombre des officines étant limité, ils sont forcés, en attendant une vacance, de se mettre au service d'un pharmacien.

(3) Cette disposition vient de ce que les pharmaciens ne peuvent occuper un local qu'avec l'autorisation des inspecteurs.

un bénéfice suffisant, il faut qu'elle se trouve dans une population d'environ trois mille habitants, il ne pourra être ouvert une nouvelle pharmacie dans les communes qui, suivant ce règlement, ont déjà un nombre suffisant de pharmacies; et, dans le cas où le nombre des officines dépasserait le nombre de la population proportionnelle, une pharmacie venant à être fermée, il ne sera plus permis de la rouvrir.

ART. 11. Dans les communes où la population ne sera pas en rapport avec l'étendue du territoire, on pourra donner l'autorisation, suivant les circonstances, d'ouvrir une pharmacie, à moins que le nombre des habitants ne soit trop restreint pour offrir quelque avantage ou sécurité au pharmacien; on pourra faire une exception, lorsque les autres communes où existent des pharmacies sont trop éloignées ou d'un accès difficile, ou que la commune assurera au pharmacien un bénéfice *direct*.

ART. 12. Un pharmacien de second ordre (deuxième classe) ne pourra débiter des médicaments dans une commune où il existe des pharmacies gérées par des pharmaciens d'un ordre supérieur, quand même le nombre de la population le permettrait.

ART. 13. Toute pharmacie devra avoir un local suffisant pour y établir un laboratoire; dans le cas où cette dite pharmacie appartient à un pharmacien de premier ordre (première classe), l'officine devra être ouverte sur la voie publique; on devra éviter de la mettre dans un local intérieur : ceci est aussi applicable à celles qui existent; elle devra posséder une cave profonde pour enfermer les sirops, les électuaires et les autres médicaments semblables, ainsi qu'un magasin bien sec pour y conserver les plantes sans crainte d'altération.

ART. 14. Pour éviter toute erreur dans la prompte préparation des médicaments, toute pharmacie sera tenue avec ordre et disposée régulièrement. Les tiroirs destinés à contenir les drogues ne devront présenter aucune subdivision, de peur de confondre les médicaments qu'elle contiendrait, et, par le même motif, les subdivisions des boîtes devront avoir un couvercle particulier pour chacune, et non le même; les pharmacies devront être munies de balances grandes et petites avec leurs poids respectifs et timbrés, et il en sera de même pour leurs fractions jusqu'à la drachme. Les tiroirs, bouteilles, boîtes, devront porter leurs étiquettes bien distinctes, avec le nom en latin ou en italien des médicaments qu'ils contiennent.

ART. 15. Toutes les substances actives devront être séparées des

autres médicaments. Les poisons et ceux qui sont réellement connus comme tels seront renfermés dans une armoire fermée et dont la clef sera dans les mains du pharmacien ou de celui qui le représente.

ART. 16. Le pharmacien pourra laisser en évidence dans la pharmacie des médicaments innocents ou d'un effet anodin; les médicaments d'une grande énergie et qui, par cela même, sont appelés *héroïques*, tels que les vomitifs, les drastiques, les préparations mercurielles, antimoniales, saturnines, cupriques, les caustiques, les opiacés, les abortifs et autres semblables, ne pourront être délivrés que sur l'ordonnance d'un médecin, d'un chirurgien ou d'un vétérinaire.

ART. 17. Le pharmacien, dans la préparation d'un médicament, suivra scrupuleusement l'ordonnance du médecin sans se permettre d'en dévier, ni d'y substituer un médicament d'une efficacité égale à celle qui a été prescrite.

ART. 18. Les ordonnances des médicaments héroïques devront être conservées par le pharmacien, qui y mettra la date de sa délivrance et qui la gardera après qu'il aura livré le médicament et qu'il aura été payé.

ART. 19. Aucun pharmacien ne pourra délivrer sur la même ordonnance une seconde fois un médicament héroïque sans une nouvelle ordonnance du premier médecin.

ART. 20. Ces mêmes médicaments héroïques devront être munis du cachet du pharmacien, d'une étiquette indiquant que c'est un poison, et du nom du pharmacien; le précipité rouge pour l'usage externe ne sera jamais délivré dans du papier, mais mélangé dans une matière grasse et onctueuse.

ART. 21. Si une ordonnance est illisible ou inintelligible, le pharmacien ne pourra l'exécuter avant d'en avoir demandé l'explication au médecin.

ART. 22. Si le pharmacien croit reconnaître dans l'ordonnance une erreur qui puisse nuire au malade, il en parlera particulièrement au médecin ou chirurgien avant de la préparer, s'il peut le trouver, et si l'ordonnance comporte des remèdes tellement énergiques, ou en telle quantité qu'elle ne ferait que nuire au malade; dans ce cas, alors il pourra prendre sur lui de modifier l'ordonnance dans la proportion ordinaire, et, dans le cas d'une pareille modification, dans le plus bref délai, le pharmacien devra, avec dis-

crétion et ménagement, rendre l'ordonnance au médecin qui l'aura prescrite.

ART. 23. Jamais le pharmacien ne devra confier à des personnes étrangères à la profession la préparation des médicaments héroïques ou d'une grande énergie, et qui réclament une exactitude toute particulière. En cas d'empoisonnement, le gérant de la pharmacie en sera toujours responsable.

ART. 24. Aucun pharmacien, sous quel prétexte et à quel titre que ce soit, ne pourra quitter sa pharmacie pour quelque temps, sans une autorisation spéciale du chef de la magistrature ou de la commission sanitaire. Cette autorisation ne pourra lui être accordée que lorsqu'il aura présenté un autre gérant, muni d'un diplôme semblable au sien, et que ce gérant convienne entièrement à la magistrature ou à la commission sanitaire.

ART. 25. Il est défendu à tout pharmacien de vendre des médicaments secrets et de s'insinuer en aucune manière à la pratique médicale ou chirurgicale.

ART. 26. Aucun pharmacien ne pourra composer ou vendre dans sa propre officine aucune substance étrangère à sa profession, telle que liqueurs, café, confitures et confiseries; mais les pharmaciens qui seront dans un petit endroit pourront vendre dans la pharmacie les denrées coloniales, comme sucre, poivre, cannelle et girofle.

ART. 27. Toutefois, comme certains arts et métiers emploient des matières dangereuses et vénéneuses, telles que le sublimé corrosif, l'orpiment, l'acide arsénieux, l'acétate de plomb et autres substances qui se trouvent ordinairement dans les pharmacies, les pharmaciens, à cause de cela, ne pourront les délivrer qu'au chef de fabrique ou d'établissement et à eux connus, et jamais à leurs employés ou domestiques; ils rappelleront à l'acheteur les propriétés vénéneuses de la substance et toutes les précautions qu'elles exigent. Le pharmacien tiendra à cet effet un registre sur lequel il inscrira les noms, prénoms et domiciles des acheteurs, le nom de la substance, son poids et l'usage qu'on veut en faire, ainsi que la date de la vente. Si quelques personnes inconnues appartenant à une autre commune se présentaient à une pharmacie pour le même motif, le pharmacien ne pourra satisfaire à leur demande, et sans une déclaration authentique du commissaire de police de la commune à laquelle appartient l'inconnu; lequel commissaire affirmera que cette personne

est un chef de fabrique ou d'établissement, et que réellement la substance vénéneuse qu'il demande lui est nécessaire; le pharmacien gardera cette déclaration, inscrira sur son registre son origine, ainsi que les nom, prénoms et domicile de l'acquéreur.

ART. 28. Pour établir ses factures, le pharmacien devra s'en tenir scrupuleusement au dernier tarif; dans le cas de contestation, il fera taxer ses comptes par le conseil privé du collège des pharmaciens, suivant le bref de Benoît XIV du 24 septembre 1746; dans la campagne, cette vérification sera faite par la commission sanitaire de la province, à laquelle il appartiendra de juger la qualité du médicament vendu dans une pharmacie, dans le cas où la contestation proviendrait de ce motif.

ART. 29. Il est défendu aux médecins et chirurgiens étrangers de tenir ou de gérer une pharmacie par eux-mêmes ou par un intermédiaire, lors même que ce dernier serait reçu pharmacien, ainsi que de composer et de débiter des médicaments à leurs clients.

ART. 30. Il est défendu aux épiciers et à toutes autres personnes de vendre des préparations et de débiter des drogues médicinales au détail, même sur ordonnance.

Pour la poudre de quinquina, à poids médicinal, seront seuls exceptés les droguistes qui, après un examen passé devant le collège médico-chirurgical, en auront obtenu la permission de l'éminent camleringo avant l'édit du 20 juillet 1837, ou qui l'auront obtenue ultérieurement du comité spécial de santé; ils devront suivre scrupuleusement les règlements imposés aux pharmaciens (art. 18 et art. 27) sur la vente en gros des substances dangereuses et vénéneuses.

ART. 31. Toute drogue médicale venue de l'extérieur ne pourra sortir de la douane qu'après avoir été examinée par une commission spéciale du collège médical, qui interdira l'entrée des drogues de mauvaise qualité et avariées; l'examen de ces substances sera fait, à Rome, par deux membres du collège médico-chirurgical, et, en dehors de Rome, par deux membres de la Société sanitaire de la province.

ART. 32. Les herboristes ne pourront composer ou vendre aucun médicament chimique, galénique ou secret; ils s'en tiendront à débiter au public les simples indigènes, d'une action innocente dans l'état où elles sont naturellement et sans les diviser; de même ne pourront débiter au public ces substances médicinales, les marchands

et distillateurs, parfumeurs et liquoristes ; tous les remèdes secrets provenant des empiriques et charlatans sont par cela même prohibés.

ART. 33. Les corporations religieuses, les hôpitaux et les établissements de bienfaisance, *pour leur propre usage*, continueront à avoir une pharmacie privée ; il sera interdit aux autres administrations de vendre au public des médicaments simples ou composés, à moins qu'ils n'en aient déjà obtenu l'autorisation.

ART. 34. En cas de contravention ou d'inobservance des dispositions du présent règlement, les insoumis, selon le degré de leur débit et selon les conséquences plus ou moins graves qu'il en adviendrait, seront passibles d'une amende que croira devoir leur imposer la congrégation spéciale de santé, laquelle amende ne pourra être moindre que de 3 écus d'or, ni plus que 25 écus d'or ; 2^e d'une amende proportionnelle, suivant la gravité ou l'importance du délit, ainsi que la fermeture de la pharmacie, du débit ou du négoce, selon l'industrie qu'exerce le contrevenant à la défense d'exercer son art respectif, ou à une peine correctionnelle ou afflictive, suivant la gravité de la circonstance ou du délit.

Lesdites peines afflictives seront réglées et proportionnées selon les lois qui régissent ce délit, et sur les peines du 20 septembre 1832 ; les prévenus paraîtront devant une instruction formelle pour être jugés par le tribunal criminel compétent, selon les anciennes dispositions.

CHAPITRE II.

Règlements pour la visite des pharmacies.

ART. 35. Pour qu'une pharmacie soit toujours pourvue de tout ce qui est nécessaire à la cure des maladies, il est indispensable qu'elle soit, tous les deux ans, visitée par des hommes honnêtes et expérimentés ; cette visite périodique et générale n'exclut point les visites extraordinaires, suivant les circonstances.

ART. 36. Les visites bisannuelles ainsi qu'extraordinaires seront ordonnées par la commission spéciale de santé résidant à Rome aux commissions provinciales de santé ; bien entendu que la visite ne sera pas faite par tous les membres de la commission spéciale, mais par un des médecins, à tour de rôle, ainsi que par un pharmacien

chimiste, auquel s'adjoindra, pour la commission de l'acte, le secrétaire de la commission de santé.

ART. 37. Pour ce qui est de Rome et de ses environs, la congrégation spéciale fera faire la visite par un membre du collège médico-chirurgical choisi sur trois membres qu'on lui présentera, par un membre du collège de pharmacie choisi de même, et par un de ces messieurs (qui fera les fonctions de secrétaire), mais seulement pour Rome; pour ses environs, il convoquera le secrétaire de la députation sanitaire de chaque commune, comme pour le reste de l'État pontifical.

ART. 38. Et comme un grand nombre d'épiciers vendent des drogues médicinales, et pour les empêcher de faire la pharmacie, aucun des leurs n'aura la faculté de vendre au détail le quinquina; ils seront soumis à des visites extraordinaires lorsque la congrégation spéciale le jugera opportun : cette disposition s'étend aussi aux herboristes.

ART. 39. Bien entendu que les pharmaciens ne devront point être prévenus par la commission du jour où se fera la visite de leur officine.

ART. 40. Les présidents et les gouverneurs prêteront main-forte aux inspecteurs, dans le cas où ils seraient troublés ou dérangés dans leurs visites.

ART. 41. Les actes de visites seront transmis par la commission provinciale des légations au collège chirurgico-médical de Bologne, et les actes des autres provinces à la commission de Rome. Ces collèges examineront avec soin et sans délai; ils remettront à la congrégation spéciale de santé le résultat de leurs examens avec leurs avis; ces collèges devront vérifier la qualité des médicaments cachetés, que les inspecteurs dans leurs visites auront cru devoir saisir dans une pharmacie quelconque.

ART. 42. Les inspecteurs, en se présentant dans une pharmacie pour la visiter, se feront présenter par le pharmacien la patente de libre exercice, le registre des matières véneneuses ou de vente des poisons, la liasse des ordonnances justificatives sur lesquelles ils auront inscrit le motif, la note (*rerum pedentarum*), la présente circulaire, la liste des professeurs, la liste des médicaments contenus dans cette officine, l'armoire aux poisons et le dernier tarif publié.

ART. 43. Les inspecteurs, dans leurs visites, porteront prin-

palement leur attention sur les médicaments qui sont strictement obligatoires et les plus usités, ayant toujours pour mémoire ladite note (*rerum pedentarum*). Ils auront soin d'examiner avec le plus grand soin les pharmacies qui ne jouissent pas d'une bonne réputation, comme encore ils observeront si on suit avec exactitude les règlements d'un des chapitres précédents qui ordonnent de renfermer les drogues dans des vases séparés bien étiquetés; ils feront attention aussi à la propreté du local; ils verront si les ustensiles, les armoires et les poids sont en état.

ART. 44. Si l'officine est dirigée par un pharmacien d'une classe supérieure, les inspecteurs verront si sa pharmacie est munie d'un laboratoire bien monté; s'il a tous les instruments et appareils nécessaires; si ces derniers sont en bon état, et surtout ils tiendront à ce que les vases de cuivre soient bien étamés; ils s'informeront aussi quelle pharmacopée ils adoptent pour la préparation de leurs médicaments (1).

ART. 45. Dans une pharmacie de seconde classe, les inspecteurs devront vérifier si le pharmacien se livre aux préparations chimiques qui lui sont interdites, afin de voir s'il y a, oui ou non, un laboratoire ou des instruments propres à ces préparations chimiques; ils s'informeront encore quel est le fournisseur, et se feront donner tous les documents opportuns.

ART. 46. Dans toutes les pharmacies de premier ou de second ordre, les inspecteurs s'assureront si les balances sont exactes et munies de leur poids; si elles possèdent des spatules, des mortiers de marbre, de verre et de bronze, et tout ce qui est nécessaire à la prompte expédition d'une ordonnance.

ART. 47. Dans le cas où la pharmacie visitée manquerait des choses les plus nécessaires, que ses drogues, en grande partie, seraient vieilles et avariées, que son local serait impropre à l'usage auquel il est destiné, ou que cette pharmacie serait tenue avec une négligence telle qu'elle fût inutile ou dangereuse pour le public, ou dans le cas où ils trouveraient une pharmacie dont le gérant se serait absenté sans s'être fait remplacer par un pharmacien d'une classe égale, alors même que son absence ne serait pas d'une longue durée, les inspecteurs

(1) Il n'existe pas de codex dans les États pontificaux, chacun suivant la pharmacopée qui lui convient.

auront la faculté de la faire fermer et rayer des contrôles ; ils en donneront immédiatement connaissance à la congrégation spéciale de santé par l'entremise de la commission de la province (avec les soins opportuns).

ART. 48. Les inspecteurs venant à trouver des médicaments imparfaits, ils ne le mettront pas sur le procès-verbal lorsque le pharmacien reconnaîtra leur mauvais état; ils se contenteront de les jeter ou de les brûler. Dans le cas où le pharmacien s'y opposerait, on dressera un acte légal; on les cachètera et on les enverra avec le procès-verbal, toujours par l'entremise de la commission provinciale, au collège respectif médico-chirurgical, qui en fera l'examen, ainsi qu'il a été dit dans l'art. 41.

ART. 49. Dans le cas où les inspecteurs viendraient à apprendre *qu'un pharmacien a emprunté d'un confrère un médicament*, ils en rendront compte dans leur procès-verbal de visite à la congrégation spéciale de santé. La cause pleinement entendue, les deux pharmaciens seront susceptibles d'une amende de 20 écus d'or pour l'emprunteur et de la moitié pour celui qui l'aura prêté; en cas de récidive, cette amende sera augmentée proportionnellement.

ART. 50. La visite, une fois commencée, ne pourra être suspendue et devra se faire en une fois, à la fin de laquelle devra être rédigé un procès-verbal exact que devront signer les inspecteurs et le pharmacien dont l'officine a été visitée.

ART. 51. Et comme les visites entraînent des frais, et que les membres du collège et les inspecteurs méritent une indemnité pour leurs fonctions, chaque pharmacien, pendant la visite même, sera tenu de payer une somme déterminée.

ART. 52. Ces frais sont fixés ainsi : les pharmaciens de première classe de Rome et des chefs-lieux de province payeront 5 écus; les pharmaciens de seconde classe et les herboristes de ces mêmes endroits payeront 4 écus. Dans les autres villes, les pharmaciens de première classe payeront 4 écus, ceux de seconde classe et les herboristes 3 écus; les épiciers payeront 5 écus et les herboristes 2 écus en dehors de Rome.

ART. 53. Chacune de ces taxes sera divisée en cinq parties égales et perçue comme ci-après :

ART. 54. Les deux premières parts seront perçues par le chimiste et le pharmacien inspecteurs, l'autre part par le secrétaire de la dé-

putation communale de santé pour la rédaction de l'acte, l'autre par le secrétaire de la commission sanitaire provinciale pour l'indemnité de tous les frais qu'il a dans l'établissement des actes qu'il envoie au collège sanitaire respectif ; enfin la dernière part appartient au collège médico-chirurgical respectif auquel, d'après l'art. 41, revient l'examen des actes qui lui sont soumis.

ART. 55. Il est expressément défendu aux inspecteurs, sous peine de révocation, de percevoir plus que les sommes prescrites, et bien plus encore *d'accepter le logement et la table du pharmacien qui subit la visite.*

Fait au secrétariat des affaires intérieures, le 15 novembre 1836.

Cardinal GAMBERINI.

Ici se trouvait une liste des substances que l'on doit trouver dans les officines. Ces substances sont les mêmes que celles qu'on trouve dans nos officines.

OBSERVATIONS DE M. GUIBOURT SUR LE LAUDANUM LIQUIDE DE SYDENHAM.

Thomas Sydenham, célèbre médecin anglais qui vivait de 1624 à 1689, est l'auteur du laudanum qui porte son nom. La formule qu'il en a donnée a été insérée presque textuellement dans tous les Codex français, dans nos traités de pharmacie et dans plusieurs pharmacopées étrangères. Il faut remarquer cependant que, la livre médicinale anglaise étant de 12 onces et la livre française de 16, tandis que le laudanum anglais contenait le sixième de son poids d'opium, le laudanum français n'en a toujours représenté que le huitième. On ne trouverait aucune bonne raison pour modifier cet état de choses, adopté et rendu obligatoire pour nous depuis près de cent cinquante ans.

Quelles que soient les raisons qui ont porté Sydenham à joindre l'opium à une forte dose de safran et deux autres aromates, la cannelle et le girofle, il est certain que son laudanum, tel qu'il a toujours été formulé en France, est un puissant calmant, privé de l'effet irritant que possède souvent l'opium, quand on l'administre seul ; et il est essentiel qu'il soit préparé partout, en France au moins, suivant une seule et même formule, qui est celle du Codex. Nous blâ-

merions fortement tout pharmacien qui, par négligence ou par tout autre motif, altérerait la formule du Codex et livrerait aux malades un laudanum privé d'une partie des substances qui doivent le composer.

Qu'on ne nous accuse pas d'admettre un fait impossible : trop d'exemples nous ont montré qu'il pouvait se produire, ôtant toute certitude à la préparation d'un médicament très-actif, détruisant la confiance que l'on doit avoir dans sa valeur thérapeutique, ayant enfin un effet désastreux pour l'honorabilité de la profession de pharmacien.

Soubeiran, pénétré de l'importance de ce sujet, a exposé très-exactement tous les caractères d'un laudanum bien préparé :

« Couleur d'un brun-jaune en masse, teignant la paroi des vases « d'un jaune d'or qui persiste assez longtemps.— Odeur vireuse où « domine celle du safran.— Densité, 1.075 (10° au pèse-sel de « Baumé).— Richesse alcoométrique, 17 à 18 pour 100.— Quantité « d'extrait fourni par l'évaporation, 20 pour 100.— Une partie de « laudanum étendue de 50,000 parties d'eau donne une liqueur dont « la teinte jaune est encore appréciable.— 1 gramme de laudanum « fait avec de l'opium à 10 pour 100 de morphine contient 11 milli- « grammes de morphine. »

Des caractères aussi précis rendent très-facile la distinction d'un laudanum bien ou mal préparé; mais, quand on a mal fait, on peut vouloir montrer que les caractères qui vous condamnent n'ont pas de valeur; on dit que le Codex ne peut fournir des médicaments toujours identiques, par suite des grandes variations présentées par les matières commerciales; on affirme que la formule du Codex est tellement défectueuse, qu'il est permis aux pharmaciens d'en chercher et d'en adopter une meilleure; on avance bien d'autres propositions tout aussi pernicieuses que je me fais un devoir de combattre successivement.

PREMIÈRE PROPOSITION. — Le Codex ne peut pas mettre à la disposition des médecins un laudanum toujours pourvu des mêmes caractères et de la même vertu médicinale, en raison des grandes variations présentées par les matières commerciales qui entrent dans sa composition.

Observation. — Il n'y a peut-être pas deux êtres naturels ou deux parties semblables d'être naturel de même espèce qui soient parfaite-

tement identiques : aucun Codex légal ne peut mettre à l'abri de ces variations ; mais au delà de ces différences, qui sont peu importantes, il y en a d'autres auxquelles sont sujets principalement les produits préparés, différences causées par des mélanges de parties inertes ou par des falsifications. Le pharmacien doit savoir se garantir de ces diverses altérations, et si, par exception, il reconnaît avoir chez lui une substance de mauvaise qualité, il ne doit pas l'employer, afin de conserver au médicament préparé toute la valeur et toute la constance qu'il est possible de lui donner.

Pour ne pas sortir du présent sujet, un pharmacien peut-il accepter et employer comme vin de Malaga tout liquide vineux présenté sous ce nom ? Doit-il acheter et employer un opium privé des caractères de pureté et de force d'un opium de choix, ou qui aurait été privé d'une partie de la morphine qu'il doit contenir ? Emploierait-il un safran vieilli, fermenté, ou contenant de l'eau, de l'huile, du sable ou du carthame ? Enfin, si un pharmacien remplace lui-même une des substances qui, d'après le Codex, composent le laudanum de Sydenham, par une autre de moindre valeur, ce pharmacien ne commettra-t-il pas un fait répréhensible dont il pourra lui être demandé compte ?

DEUXIÈME PROPOSITION. — L'intensité de la couleur du laudanum varie avec l'âge de la préparation, la matière colorante du safran se déposant en grande partie et se détruisant même de plus en plus.

Observation.— Un laudanum de Sydenham exactement préparé d'après le Codex, à l'École de pharmacie, depuis neuf ans, est encore aujourd'hui tellement foncé en couleur, qu'on a peine, malgré sa transparence parfaite, à distinguer la lumière du jour, au travers, dans un flacon plat ayant 4 centimètres d'épaisseur. Ce même laudanum communique à 1,000 parties d'eau une couleur jaune d'or ; la teinte jaune est encore sensible dans 30,000 parties d'eau.

TROISIÈME PROPOSITION. — La densité du laudanum n'est pas moins variable, attendu que le vin de Malaga lui-même présente de grandes variations, selon la maturité du raisin, la transformation plus ou moins complète du sucre en alcool, sans compter la transformation en malaga de différents vins du Midi. Un assez grand nombre de vins de Malaga de bonne qualité apparente, essayés au pèse-sel de Baume, ont varié de 2 à 10 degrés.

Observation. — Quelles que soient les variations de densité que

peut offrir le vin de Malaga, elles sont loin d'être aussi grandes qu'on le prétend. Aucun malaga véritable ne porte 2 degrés au pèse-sel de Baumé; aucun non plus n'a été trouvé supérieur à 9 degrés. Voici le tableau de ceux qui viennent d'être examinés à Paris :

NUMÉROS.	DENSITÉS.	DEGRÉS AU PÈSE-SEL DE BAUMÉ.
1	1032	4.50
2	1033	5.25
3	1050	6.75
4	1051	6.85
5	1053	7.10
6	1056	7.50
7	1056	6.50
8	1058	7.75
9	1062	8.25
10	1065	8.70
11	1068	9.00

Le vin n° 1 était très-mobile et d'une teinte tirant trop sur le rouge : c'était un vin d'Alicante.

Le vin n° 2 a été acheté, en 1843, à l'entrepôt des Marais, avec certificat de son origine. Ce vin s'est déchargé, avec le temps, d'une partie de sa matière colorante.

Le vin n° 3 a servi à l'École, en 1852, pour préparer un laudanum destiné à servir de type.

Le n° 4 était un malaga très-fin, âgé de vingt ans.

Le n° 8 est un vin de Malaga fin, d'origine certaine, choisi pour la table.

Les n°s 9, 10 et 11, présentent les caractères d'odeur et de goût du vin de Malaga; mais ils sont très-foncés et liquoreux : ils ont sans doute été préparés par concentration partielle du moût avant la fermentation.

En excluant seulement le n° 1 comme étant d'une nature différente, on trouve pour la densité moyenne des dix autres 1.056, ou 7°.5 Baumé, ce qui est aussi la densité du plus grand nombre.

QUATRIÈME PROPOSITION.— Il n'est pas rare, dans les visites faites chez les pharmaciens, de constater dans les laudanums de Sydenham,

qui d'ailleurs ne présentent rien de répréhensible, des variations qui vont de 2 à 11 degrés de Baumé.

Observation. — L'École de pharmacie trouverait probablement la plupart de ces laudanums très-répréhensibles. Le vin de Malaga pesant au minimum 5 degrés au pèse-sel de Baumé, et acquérant au moins 4 degrés par l'addition des principes solubles de l'opium et du safran, il en résulte que le laudanum de Sydenham doit marquer au minimum 9 degrés au pèse-sel. C'est ce qui ressort du tableau suivant de huit laudanums dont la densité a été comparée à celle des vins qui ont servi à leur préparation. Nous conservons les numéros affectés plus haut aux vins de Malaga.

NUMÉROS.	DENSITÉS DU VIN		DENSITÉS DU LAUDANUM	
	AU DENSIMÈTRE.	AU PÈSE-SEL.	AU DENSIMÈTRE.	AU PÈSE-SEL.
1.....	1032	4.50	1066	9.00
2.....	1038	5.25	1071	9.50
3.....	1050	6.75	1081	10.60
5.....	1053	7.10	1083	11.00
6.....	1056	7.50	1090	12.00
9.....	1062	8.25	1116	15.00
10.....	1065	8.70	1089	11.80
11.....	1068	9.00	1100	13.00

Si l'on prend la différence entre la densité des vins et celle des laudanums correspondants, on arrive aux résultats suivants :

NUMÉROS.	AUGMENTATION DE DENSITÉ	
	AU DENSIMÈTRE. millièmes.	AU PÈSE-SEL. degrés.
1.....	34	4.50
2.....	33	4.25
3.....	30	3.85
5.....	30	3.90
6.....	34	4.50
9.....	54	6.75
10.....	24	3.10
11.....	32	4.00

La moyenne de tous ces nombres donne une augmentation de 34 millièmes au densimètre, ou de 4°.34 au pèse-sel; mais, en ne tenant pas compte des résultats anormaux des n° 9 et 10, on trouve une augmentation moyenne plus exacte de 32 millièmes, ou de 4°.47 au pèse-sel.

On peut remarquer que, si le n° 1 pèche sous le rapport de la nature du vin, l'augmentation de 4°.50 qu'il a éprouvée indique qu'il a reçu très-consciemment les doses prescrites d'opium et de safran. Il est à croire que le n° 10 n'a pas été soumis à une digestion assez prolongée. Quant au n° 9, il peut y avoir eu erreur en plus sur la dose des ingrédients, ou bien une filtration trop prolongée, pendant laquelle le liquide aura éprouvé une certaine concentration.

Quoi qu'il en soit, en laissant de côté les n° 9 et 10, la densité moyenne des autres est de 1.080, ou de 10°.60, ce qui était la densité première du laudanum n° 3 préparé en 1852 à l'École de pharmacie. Aujourd'hui ce laudanum, malgré l'enduit noirâtre déposé au fond du flacon, pèse encore 1.076, ou 10 degrés au pèse-sel. C'est exactement la densité moyenne adoptée par Soubeiran.

CINQUIÈME PROPOSITION.—La nature de l'opium influe sur la densité acquise par le laudanum. L'opium Aubergier, l'un des meilleurs que l'on connaisse, est un de ceux qui fournissent le moins d'extrait.

Observation.—Cette assertion, mise en avant par quelques pharmaciens pour faire excuser la faible densité de leur laudanum et la petite quantité d'extrait qu'il fournit, est démentie par l'expérience. L'opium de M. Aubergier qui était à l'exposition de 1855 a fourni pour 100 parties 70.77 d'extrait dur qui, redissous dans l'eau froide et desséché de nouveau, s'est réduit à 69.87. L'opium de Smyrne choisi, qui contient toujours néanmoins une certaine quantité de pellicules détachées de la capsule des pavots, fournit seulement de 58 à 61 d'un premier extrait dur et cassant, lequel, purifié par une seconde solution dans l'eau froide, se réduit à 55 ou 57 centièmes. La différence est la même quand l'opium est employé à la préparation du laudanum, parce que l'extrait d'opium, qui est entièrement soluble dans l'alcool à 55 et 60 centièmes, l'est aussi à plus forte raison dans le vin. L'emploi de l'opium Aubergier pour la préparation du laudanum, au lieu de diminuer la densité et la

quantité d'extrait fournie par ce médicament, doit au contraire contribuer à les augmenter.

SIXIÈME PROPOSITION.—Le vin de Malaga contient déjà trop de principes à l'état de dissolution pour être un bon dissolvant de l'opium et du safran; il donne un produit trouble, et l'on est obligé d'y ajouter de l'alcool pour en obtenir la clarification. Il y a tout avantage pour le médicament à ce qu'il soit préparé avec un vin blanc non sucré de France.

Observations.—Les matières fixes contenues dans le vin de Malaga n'empêchent pas qu'il ne dissolve bien les principes essentiels de l'opium et du safran, qu'il n'augmente beaucoup en densité et qu'il ne fournisse un liquide filtré transparent.

Quant à la substitution d'un vin blanc ordinaire de France au vin de Malaga, il est sans doute permis à des pharmaciens qui n'y ont pas suffisamment réfléchi de la proposer; mais, jusqu'à ce que cette substitution ait été sanctionnée par un nouveau Codex, ils sont légalement obligés de suivre l'ancien.

Il ne faut pas laisser croire cependant que ce soit là la seule raison que l'on puisse donner pour prescrire l'emploi du vin de Malaga. Ce vin est préférable à tout vin blanc ordinaire de France, et le changement proposé serait préjudiciable à la bonne qualité du médicament.

Les pharmaciens emploient pour la préparation des vins médicinaux deux sortes de vins : les vins sucrés et très-alcooliques d'Espagne ou de Madère et les vins blancs ou rouges de France non sucrés et moins alcooliques. Ceux-ci, qui ne sont pas susceptibles d'une longue conservation quand ils sont en vidange, ne peuvent être employés que pour les vins médicinaux qui s'administrent à la dose d'une ou de plusieurs cuillerées, comme ceux de gentiane, d'absinthe, de quinquina, etc.; et encore, comme ces vins composés s'agriissent facilement, les médecins prescrivent-ils souvent de les préparer au vin de Malaga ou au madère.

Ces deux derniers vins, qui se conservent longtemps, même en vidange, dans des vases bouchés, sont nécessairement prescrits pour la préparation des vins médicinaux qui sont usités à très-petite dose, souvent par gouttes, comme le laudanum, dont les flacons sont ouverts trente ou quarante fois dans le cours d'une journée.

Le vin de Madère pourrait donc être employé pour préparer le

laudanum liquide, dont la densité serait alors sensiblement diminuée.

Un vin de Madère très-ancien et d'une qualité supérieure avait exactement la densité de l'eau et marquait 0 à l'alcoomètre de Gay-Lussac.

Un autre vin plus nouveau avait une densité de 0.995 ($3^{\circ}.43$ G.-L.).

Un troisième, dit de première qualité, avait une densité de 0.994 (4° G.-L.).

Un quatrième vin de Madère, nouveau, plus coloré que les précédents, marquait 0.25 à l'alcoomètre; densité, 0.997.

La moyenne des quatre densités est de 0.996 ($2^{\circ}.7$ G.-L.).

En ajoutant à la densité moyenne 0.996 l'augmentation de 32 millièmes due à l'addition de l'opium et du safran, on trouve, pour le laudanum fabriqué au vin de Madère, une densité moyenne de 1.028 (4° de Baumé).

Le seul inconvénient qu'il y aurait à adopter le vin de Madère (et c'est peut-être ce qui a déterminé le choix du vin de Malaga), c'est qu'ordinairement, à égalité de qualité relative, le premier coûte plus cher que le second dans le rapport de 7 à 5, et que les personnes qui ne reculent pas devant la substitution au vin de Malaga d'un mélange de vin blanc et d'eau, ou d'alcool et d'eau, le feraient à plus forte raison pour le vin de Madère. Quant au vin blanc ordinaire de France, il ne sera pas certainement adopté par le Codex pour la préparation du laudanum. D'autres raisons que celles ci-dessus exposées militent encore pour cette exclusion. La première est que, quelles que soient les variations de densités observées dans les vins de Madère et de Malaga, ces vins ont toujours sensiblement la même force alcoolique : 17 à 18 centièmes pour le vin de Malaga, 18 à 20 centièmes pour le vin de Madère. Dans ces contrées très-méridionales, les raisins atteignent toujours leur complète maturité. Il n'en est pas de même dans une partie de la France, où la force alcoolique des vins est souvent très-faible et très-variable.

La dernière raison que j'opposerai à l'adoption d'un vin blanc ordinaire de France pour la préparation du laudanum, c'est que ce vin, en éprouvant la fermentation acétique, détermine une altération concomitante dans les autres principes du laudanum. C'est alors que la matière colorante du safran paraît se détruire et qu'il se forme au fond des vases un dépôt noirâtre, poisseux, abondant, dû

surtout aux principes de l'opium. Cette double altération est peu sensible dans le vin préparé au vin de Malaga, ainsi que le prouvent celui préparé à l'École de pharmacie depuis neuf ans et tous ceux que je viens d'examiner dans plusieurs des meilleures pharmacies de Paris.

En résumé, je le dis avec regret, remplacer le vin de Malaga par un vin blanc du pays d'une valeur moindre, par un mélange de vin blanc et d'alcool, ou par de l'alcool affaibli, ce n'est pas un perfectionnement : c'est faire, suivant moi, une action prévue par la loi du 1^{er} avril 1851 (1).

POIDS ET MESURES. — DROITS DE VÉRIFICATION. — MÉDECIN VENDANT DES MÉDICAMENTS.

Conseil d'État (au contentieux).

Présidence de M. BOUDET, président de la section du contentieux.

(Audiences des 7 novembre et 7 décembre. — Approbation impériale du 6 décembre.)

Lorsqu'un arrêté préfectoral assujettit une profession à un assortiment déterminé de poids et mesures, une personne exerçant cette profession ne peut se soustraire au paiement des droits de vérification, par le motif qu'aucun des poids et mesures prescrits ne s'étant trouvé à son domicile lors de la visite du vérificateur, la vérification effective n'a pas eu lieu.

Le sieur L....., médecin dans la commune de M....-en-O..., use de la faculté exceptionnellement donnée aux médecins établis dans les communes où il n'y a pas de pharmacien de vendre des médicaments. Comme tel, il est assujetti, par un arrêté préfectoral, à être muni d'une série déterminée de poids et mesures.

Lorsque le vérificateur se présenta à son domicile, il n'y trouva aucun objet de ce genre. Le sieur L..... fut néanmoins porté sur les rôles des droits de vérification. Il réclama la décharge de cette taxe devant le conseil de préfecture. Cette réclamation ayant été rejetée, il s'est pourvu devant le conseil d'État pour obtenir l'exonération d'un droit qu'il soutient ne pas devoir. Il prétendait qu'aux

(1) Voir les condamnations prononcées par les tribunaux, p. 468.

termes de l'art. 50 de l'ordonnance du 17 avril 1839, les rôles ne doivent être dressés que d'après les résultats des opérations accomplies dans chaque commune; qu'en fait, la visite du vérificateur n'avait amené chez lui la constatation d'aucun des poids et mesures exigés pour l'exercice de la profession de médecin vendant des médicaments; qu'en conséquence, il n'y avait pas eu, à son égard, de vérification réellement accomplie, et que, dès lors, en admettant même qu'il vendit des médicaments, il ne devait pas être porté sur le rôle des droits dus pour la vérification des poids et mesures.

Ce système a été repoussé par le décret suivant :

« NAPOLÉON, etc.,

« Vu la loi du 21 germinal an XI, dont l'art. 27 dispose que les officiers de santé établis dans les bourgs, villages ou communes où il n'y aurait pas de pharmacien ayant officine ouverte, pourront fournir des médicaments simples ou composés aux personnes auprès desquelles ils sont appelés;

« Vu la loi du 4 juillet 1837;

« Vu l'ordonnance royale du 17 avril 1839, notamment les art. 15 et 50;

« Vu l'arrêté du préfet de l'Aube en date du 10 décembre 1857, pris en exécution de l'art. 15 de ladite ordonnance, lequel assujettit les médecins vendant des médicaments à être munis d'une série déterminée de poids et mesures;

« Oui M. Chauchat, auditeur, en son rapport;

« Oui M. Ch. Robert, maître des requêtes, commissaire du gouvernement, en ses conclusions;

« Considérant qu'aux termes de l'arrêté préfectoral ci-dessus visé, les médecins vendant des médicaments sont assujettis, dans le département de l'Aube, à être munis d'une série déterminée de poids et mesures pour le dosage des médicaments;

« Considérant qu'il résulte de l'instruction que le sieur L..... vend des médicaments, et que, le 4 août 1858, le vérificateur des poids et mesures s'est transporté chez lui pour procéder à la vérification des poids et mesures dont il devait être muni, en exécution de l'arrêté préfectoral susvisé, et qu'il a constaté qu'il n'en possédait aucun;

« Que, dans ces circonstances, c'est avec raison que le conseil de

préfecture du département de l'Aube a maintenu le sieur L..... sur le rôle des droits de vérification des poids et mesures à recouvrer, pour l'année 1858, dans la commune de S....-M....-en-O... :

« Art. 1^{er}. La requête du sieur L..... est rejetée. »

Note du rédacteur.—On se demande comment le sieur L..... prépare les médicaments qu'il distribue à ses clients, et comment il pèse et mesure; enfin, comment il peut administrer les doses nécessaires à la bonne préparation des divers médicaments?

A. CHEVALLIER.

DOCUMENTS

POUR

LA FUTURE RÉDACTION DU CODEX;

PRÉPARÉS PAR LA SOCIÉTÉ DE PHARMACIE DE PARIS,

RECUEILLIS, MIS EN ORDRE ET SUIVIS D'OBSERVATIONS

Par M. REVEIL,

Professeur agrégé à la Faculté de médecine de Paris
et à l'École supérieure de pharmacie, pharmacien en chef de l'hôpital
des Enfants malades, etc.

en collaboration avec

M. A. CHEVALLIER père.

AVANT-PROPOS.

Tous les pharmaciens savent que la Société de pharmacie de Paris a entrepris la lourde tâche de discuter les différentes questions qui se rattachent à la futuré révision du Codex, et de préparer les documents destinés à faciliter le travail de la commission qui sera désignée pour prendre part à la rédaction de la nouvelle pharmacopée française.

Disons avant tout d'où est venue la résolution prise par la Société de pharmacie de Paris et les raisons qui nous ont engagé à recueillir et coordonner les discussions des rapports faits devant la Société par les diverses commissions d'études.

Vers le mois de mars 1859, la Société de pharmacie de Paris chargea MM. Blondeau père, Buignet, Schaeuffèle et Reveil, de réviser la liste des membres correspondants nationaux et étrangers; pendant une des réunions qui eut lieu chez M. Blondeau, il fut question des travaux de la Société et notamment de deux rapports préparés à cette époque par deux commissions chargées, l'une d'étudier le composé connu sous le nom de *chloro-iodure de mercure*, et l'autre le meilleur procédé de préparation de la limonade au citrate de magnésie. M. Reveil fit remarquer que la discussion de pareilles questions donnait aux séances une certaine animation et un grand intérêt, et qu'elle ne pouvait que profiter aux progrès et au développement de la pharmacie; il ajouta qu'il serait facile de donner le même intérêt à toutes les séances, qu'il n'y aurait pour cela qu'à mettre à l'étude un certain nombre de questions qui seraient ensuite discutées en séance publique, comme cela se pratique à la Société d'hydrologie médicale de Paris depuis sa fondation. L'idée émise par M. Reveil fut adoptée par ses collègues présents, qui l'engagèrent à en faire l'objet d'une proposition qui serait présentée à la Société. M. Reveil fit remarquer qu'il lui paraissait plus convenable que cette proposition fût faite par le secrétaire général, qui voulut bien s'en charger. Voilà comment la proposition Reveil est devenue la proposition Buignet.

A la prochaine réunion de la Société de pharmacie, c'est-à-dire à la séance du 6 avril 1859, M. Buignet, en appelant l'attention de la Société sur la discussion intéressante qui venait d'avoir lieu à l'occasion de l'iodochlorure mercureux, et sur celle qui ne pouvait manquer de se produire prochainement sur la limonade au citrate de magnésie, proposa d'ajouter à la série ordinaire des travaux de la Société, l'étude de questions scientifiques se rapportant principalement à la pharmacie pratique, et ayant d'ailleurs un intérêt d'actualité manifeste. Il voulait qu'au

lieu d'attendre qu'une circonstance tardive vint la saisir de ces questions, la Société prit elle-même le devant, et en fit l'objet d'un examen sévère et approfondi. La Société de pharmacie est certainement le corps le plus compétent pour bien juger ces questions. M. Buignet ajoutait que ce serait un service à rendre à la pharmacie exerçante que de fixer ses idées sur la valeur des diverses formules qui encombrent journellement la thérapeutique.

Plusieurs membres, et notamment M. Boudet, appuyèrent la proposition de M. Buignet; elle fut admise en principe, et une commission fut chargée d'en faciliter et d'en régulariser l'application.

Dans cette même séance du 6 avril, M. Foy, président de la Société, désigna MM. Boudet, Gobley, Dublanc, Mayet et Lefort, qui, conjointement avec le président et le secrétaire général (M. Buignet), seraient chargés d'étudier la question et d'indiquer à la Société les moyens de la mettre en pratique.

La commission chargea M. Lefort de faire un rapport, que nous transcrivons plus loin, et qui fut lu dans la séance du 6 juillet et inséré dans le numéro de décembre 1859 du *Journal de pharmacie et de chimie*.

M. Boudet fit ressortir tous les avantages que devait présenter un travail sérieux sur les formules du Codex et sur les modifications dont elles sont susceptibles. Avant qu'aucune commission soit officiellement chargée de réviser cet ouvrage, la Société de pharmacie de Paris, avec l'aide de ses correspondants de province, est admirablement placée pour accomplir cette œuvre de révision préalable; il est d'ailleurs, ajoute M. Boudet, de son devoir de l'entreprendre, et c'est là, sans nul doute, l'objet essentiel que le secrétaire général a eu en vue lorsqu'il a formulé la proposition qui a servi de base au rapport de M. Lefort.

C'est ici le moment de réparer deux omissions du procès-verbal publié par le *Journal de pharmacie*, qui se contente de dire :

« Les conclusions du rapport sont mises aux voix et adoptées ; le rapport est renvoyé au comité de rédaction du *Journal de pharmacie et de chimie.* »

Or, il eût été juste de dire que M. Reveil fit remarquer que, dans sa pensée, il voyait quelque danger à préparer longtemps à l'avance les documents du Codex, non-seulement en raison des progrès journaliers qui se font dans les sciences physiques et naturelles, mais encore et surtout parce que, à son avis, *réviser le Codex*, c'était reconnaître implicitement la défectuosité de la pharmacopée légale, et l'on sait que c'est l'argument que font valoir auprès des tribunaux les spécialistes qui apportent des modifications plus ou moins heureuses aux formules du Codex, qu'ils créent ainsi des médicaments qu'ils annoncent à grand renfort de prospectus, et qui échappent à l'action de la loi, précisément parce que ces médicaments sont présentés comme de simples modifications des formules du Codex. A l'appui de cette opinion, M. Reveil cita quelques spécialités qui sont dans ce cas.

Dans cette même séance du 6 juillet, M. Reveil ajouta que, si on persistait à vouloir réviser le Codex, il importait que cette révision fût l'œuvre de tous les pharmaciens de France, et qu'il fallait donner à ce travail la plus grande publicité ; il proposa d'adresser à tous les correspondants les rapports des commissions d'études ; pour des raisons d'économie mesquine, cette proposition fut rejetée. Nous verrons plus tard qu'on fut obligé de revenir sur cette décision, et que la même proposition, renouvelée par MM. Boudet et Schaeuffèle, l'envoi des rapports aux correspondants, fut votée.

Nous devons dire enfin les raisons qui nous ont engagé à entreprendre la publication des documents du Codex. Nous avions proposé à la Société de faire publier dans un journal tous les rapports et les discussions auxquelles ils pourraient donner lieu ; cette proposition fut repoussée par la Société, qui pensa qu'il

fallait résERVER cette publicité au *Journal de pharmacie*, son organe habituel. Malgré les grands sacrifices faits par la rédaction de ce journal, et la part très-grande qui a été faite dans les procès-verbaux aux discussions des rapports, nous avons vu qu'il était impossible de les reproduire en entier; enfin, nous avons vu à regret que tous ces documents seraient épars dans une quarantaine de numéros du *Journal de pharmacie*: c'est ce qui nous a fait proposer au laborieux rédacteur en chef du *Journal de chimie médicale* de condenser dans un petit nombre d'articles tout ce qui est relatif à la future rédaction du Codex, et de faire un tirage à part, qui sera toujours consulté avec fruit par les pharmaciens, et qui facilitera singulièrement les travaux de la commission qui sera ultérieurement chargée de la rédaction du Codex. M. le professeur Chevallier ayant accepté notre proposition, nous nous empressons de lui en témoigner tous nos remerciements.

Enfin, dans sa séance du 3 août, la Société de pharmacie nomma, au scrutin secret, MM. Boudet, Lefort, Guibourt, Gobley, Dublanc, Regnauld et Mayet, membres d'une commission dite *permanente*, chargée, conformément aux dispositions du rapport que nous transcrivons plus loin, de présenter à la Société les questions qu'il convient de mettre à l'étude. Ajoutons de suite que M. Regnauld, obligé par ses occupations de se démettre de ses fonctions, fut remplacé par M. le professeur Bussy.

RAPPORT

SUR LA PROPOSITION, FAITE PAR M. BUIGNET, D'AJOUTER À LA SÉRIE DES TRAVAUX ORDINAIRES DE LA SOCIÉTÉ DE PHARMACIE L'ÉTUDE DES QUESTIONS LES PLUS INTÉRESSANTES POUR LE PROGRÈS DE L'ART PHARMACEUTIQUE.

(*Commissaires : MM. BOUDET, GOBLEY, DUBLANC, MAYET, et LEFORT, rapporteur.*)

L'uniformité dans la préparation des médicaments, tant magis-

traux qu'officinaux, constitue un problème qu'à toutes les époques la thérapeutique a tenu à cœur de voir résoudre de la manière la plus convenable. Tout le monde reconnaît, en effet, que le mode d'action d'un grand nombre d'agents médicamenteux réside souvent dans la manière dont ils sont obtenus.

Une discussion soulevée dernièrement dans le sein de la Société a mis hors de doute que, si les médicaments plus exclusivement pharmaceutiques ne pouvaient avoir une composition absolument constante, vu les variations de constitution des matières premières employées, il était néanmoins possible, en se conformant toujours à des préceptes bien définis, de les obtenir avec toutes les propriétés qui les caractérisent: c'est ce qui assure, toutes choses égales d'ailleurs, une plus grande préférence aux médicaments chimiques, qui, à part quelques impuretés inhérentes à leur mode de préparation, ont une composition beaucoup moins variable.

L'arrêt du parlement de Paris du 23 juillet 1748, en obligeant tous les pharmaciens à faire usage d'un formulaire unique ou Codex, a eu pour but, comme on sait, d'apporter dans la confection des médicaments une régularité plus grande qu'on ne l'avait fait auparavant, et plusieurs révisions de cet ouvrage attestent l'importance que la médecine et la pharmacie ont attachée à cette mesure; mais il est dans l'habitude des livres de cette nature de vieillir vite; aussi, peu de temps après leur apparition, ne se trouvaient-ils plus à la hauteur des progrès incessants de notre profession.

La dernière édition du Codex remonte déjà à l'année 1837, et, maintenant plus que jamais, on sent le besoin impérieux d'ajouter dans cet ouvrage un grand nombre de préparations pharmaceutiques et chimiques nouvelles que la médecine a adoptées: tels sont les sirops de codéine et de proto-iodure de fer, la limonade au citrate de magnésie, tous médicaments que le pharmacien prépare suivant le crédit qu'il accorde à tel ou tel auteur. D'une autre part, sans chercher à amoindrir en quoi que ce soit l'œuvre de savants, nos maîtres pour la plupart, qui ont coopéré à la rédaction du Codex, on reconnaît néanmoins que, depuis plus de vingt ans, beaucoup de pharmaciens et de chimistes ont apporté des perfectionnements sérieux dans la préparation des médicaments les plus usuels; citons quelques exemples pris au hasard:

Le Codex indique de se servir d'acétate de plomb pour obtenir

l'iode de ce métal ; mais notre honorable collègue M. Boudet a prouvé que le nitrate donnait un produit plus pur et plus abondant.

Sans l'emploi d'une lame de plomb pendant la dissolution de la litharge dans l'acétate neutre de plomb, l'extrait de saturne contient du cuivre.

Le tannin, la morphine et plusieurs autres alcaloïdes végétaux sont préparés en grand à l'aide de moyens plus sûrs que ceux consignés dans le Codex.

Si des préparations chimiques nous passons aux préparations pharmaceutiques, nous trouvons encore des perfectionnements nombreux à révéler. Le mémoire de M. Personne, que vous avez couronné, a fait connaître le degré que l'alcool doit avoir pour les différentes teintures ; presque toutes les préparations à base de quinquina méritent d'être soumises à un nouvel examen, etc.

Mais la plupart des formules du Codex sont-elles donc assez défectueuses pour que chaque pharmacien prenne sur lui de les réformer à sa guise ? Voilà ce que nous ne saurions admettre, et il est même à regretter que beaucoup d'entre eux ne s'y conforment pas d'une manière plus absolue.

Nous voulons bien croire qu'en se servant de formules ou de recettes particulières, ceux qui en agissent ainsi ont pour but de perfectionner la préparation des médicaments ; mais, après tout, comme chacun ne peut être libre de choisir le procédé qu'il préfère, il faut bien, sans jeter le plus grand désordre dans la pharmacie, que tout le monde se soumette à la loi commune ; ensuite, rien ne prouve que leurs recettes soient meilleures que celles du Codex. Il nous semble aussi que trop souvent le fond est sacrifié à la forme : peut-on admettre, par exemple, que, dans certaines officines, le sirop de gomme ne contienne pas la proportion de gomme prescrite par le Codex, sous le prétexte de le rendre plus agréable au goût ?

Ce sont là, on en convient, autant d'abus qui doivent cesser, parce qu'ils placent d'abord le médecin dans un véritable embarras sur le résultat de ses observations cliniques, ensuite le malade sur la qualité du médicament qu'on lui délivre dans diverses pharmacies.

Notre secrétaire général, interprète, nous pouvons le dire, de tous les pharmaciens qui ont le sentiment véritable de notre profession, a pensé qu'à notre Société incombaît la tâche d'étudier de nouveau certaines questions scientifiques se rapportant surtout à la pharmacie

pratique, et ayant un caractère d'actualité manifeste. Cette proposition a été admise en principe, et vous avez nommé une commission chargée d'en faciliter et d'en régulariser l'application. Voici, pour arriver à ce but, les dispositions que nous avons l'honneur de vous soumettre :

1^o Il est désigné au scrutin une commission dite *permanente*, composée de sept membres, chargée de proposer à la Société les questions de pharmacie et de chimie pratiques qui réclament de nouvelles expériences pour être résolues définitivement.

2^o Les membres de la commission permanente, nommés pour trois années, sont renouvelés par tiers tous les ans : deux à la première période, deux à la deuxième et trois à la troisième. Les membres sortants ne sont rééligibles qu'après une année. Les nominations ont lieu dans la séance du mois de décembre, et, dans la séance suivante, le rapporteur de la commission signale à la Société les questions qu'il convient de mettre à l'étude.

3^o Lorsque la Société a arrêté les questions proposées, celles-ci sont renvoyées à des commissions dites *d'études*.

4^o La Société désigne au scrutin les membres qui doivent faire partie des commissions d'études. Ces dernières sont composées de trois membres pour chaque sujet à traiter, et les membres de la commission permanente peuvent être nommés membres des commissions d'études.

5^o Les rapports des commissions d'études sont discutés dans la séance qui suit leur présentation, et le secrétaire général, par des lettres de convocation spéciales, indique à chacun des membres la discussion qui doit avoir lieu; les rapports discutés et adoptés sont ensuite renvoyés au comité de publication du *Journal de pharmacie*.

6^o La commission permanente a le choix des questions à mettre à l'étude; ainsi, son programme ne se compose pas seulement des préparations inscrites au Codex, dans le *Bulletin de l'Académie de médecine* ou dans les recueils périodiques, mais encore de tous les sujets se rattachant à la pharmacie théorique et pratique, à la chimie et à l'histoire naturelle.

7^o Tous les ans, le jour de la séance de rentrée de l'École et de la Société de pharmacie, les rapports des commissions d'études seront un des sujets traités par le secrétaire général dans le résumé des travaux ordinaires de la Société.

Tels sont, Messieurs, et pour le moment, les moyens que votre commission croit les meilleurs pour que la proposition de M. Bui-guet atteigne fructueusement son but.

Si, comme nous l'espérons, la Société adopte les dispositions que nous venons de lui présenter, nous pensons qu'il est indispensable d'inviter tous les membres correspondants nationaux de la Société à prendre une part active à nos travaux. Dans ce cas, la commission permanente accueillera avec plaisir toutes les observations que nos collègues voudront bien lui adresser sur les questions mises à l'ordre du jour.

Est-il besoin d'insister, en terminant, sur les avantages que la médecine et la pharmacie retireront de tous ces sujets d'études, élaborés par des commissions spéciales, et dont les résultats auront été sanctionnés par la Société?

Envisagé sous un point de vue plus particulier, nous dirons aussi que ce projet est surtout destiné à fournir des matériaux précieux lorsqu'on aura enfin décidé la révision du Codex, révision que nous attendons si impatiemment. Enfin, il aura encore pour avantage d'attirer l'attention de nos collègues, qui trouveront là, nous en sommes convaincus, l'occasion de travaux importants,

(*Journal de chimie et de pharmacie*, 3^e série, t. XXXVI,
décembre 1839.)

Les séances de l'année 1860 furent consacrées à nommer les commissions d'études et à réunir des matériaux. Il nous suffira de faire une analyse succincte des procès-verbaux de chaque séance pour suivre pas à pas les travaux de la Société, à mesure de leur production.

Dans la séance du 1^{er} février 1860, sous la présidence de M. Dublanc, la Société entendit les lectures suivantes :

1^o Rapport fait par M. Boudet, au nom de la commission permanente dont il avait été nommé président, d'un préambule sur les trois rapports qui doivent être présentés; il développe les considérations qui ont fixé les commissions dans le choix de ces questions;

2^o Programme sur la question des teintures, par M. Gobley;

3^e Programme sur la question des sirops, par M. Mayet;

4^e Programme sur la question des extraits, par M. Dublanc.

Après une courte discussion sur la forme de ces programmes et sur quelques termes improprez employés dans celui qui est relatif à la question des sirops, la Société approuve le choix des questions; elle décide, en outre, que les trois commissions d'études seraient nommées dans la séance suivante.

Ces quatre documents sont trop importants pour que nous croyions devoir les publier en entier.

RAPPORT

DE LA COMMISSION PERMANENTE INSTITUÉE PAR LA SOCIÉTÉ DE PHARMACIE,
DANS SA SÉANCE DU 3 AOUT 1859, POUR RECHERCHER LES QUESTIONS
QUI DOIVENT ÊTRE SOUMISES À DES COMMISSIONS D'ÉTUDES.

(Cette commission se compose de MM. F. BOUDET, président; MAYET, secrétaire, et de MM. DUBLANC, GOBLEY, GUIBOURT, LEFORT et JULES REGNAULD.)

Considérations préliminaires.

(M. F. BOUDET, rapporteur.)

Messieurs,

La commission permanente que vous avez instituée le 3 août 1859 a déjà tenu plusieurs séances, et, d'abord, elle s'est constituée en désignant M. Mayet pour secrétaire et en m'appelant à l'honneur de la présider. Elle s'est appliquée ensuite à se faire une idée précise du caractère et de l'idée de la mission qu'elle avait à remplir; enfin, après une discussion approfondie, elle a fixé son choix sur les questions qu'elle a cru devoir proposer les premières, et rédigé les programmes de ces questions.

Avant que ces programmes soient soumis à votre approbation, permettez nous, Messieurs, de vous présenter quelques considérations sur l'institution nouvelle que nous devons à l'initiative de notre secrétaire général.

Il y a soixante ans, au commencement de ce siècle, à cette époque où l'enthousiasme, excité par le génie novateur de Lavoisier, agitait si vivement les esprits, une grande et noble ardeur animait les jeunes pharmaciens, et nous en possédons encore un vivant témoi-

gnage dans la personne du vénérable président honoraire de la Société, M. Boullay.

Pénétrés de l'esprit nouveau et l'appliquant à l'étude des médicaments et à l'examen des procédés de notre art, nos prédecesseurs, et, pour plusieurs d'entre nous, je puis dire nos pères, firent les plus louables efforts pour régulariser les opérations de nos laboratoires et imprimer à la pharmacie un caractère scientifique plus élevé. C'est au milieu de ces circonstances et inspirée par elles que se forma, sous le patronage de l'illustre Parmentier, cette association féconde à qui nous devons le *Bulletin* et le *Journal de pharmacie*, premiers recueils périodiques consacrés aux sciences pharmaceutiques, véritables annales de la pharmacie française et des travaux de notre Société.

Lorsqu'on parcourt les six volumes du *Bulletin de pharmacie* publiés de 1809 à 1815, et les premiers volumes du journal qui les suivirent, on est frappé du nombre et de la valeur des recherches de pharmacie pratique qu'ils renferment, et de la vive émulation avec laquelle les pharmaciens de Paris et des départements rivalisaient alors de zèle pour les progrès de la pharmacie. Les précieux résultats de ces recherches ne tardèrent pas à donner à notre art une physionomie nouvelle, et rendirent nécessaire la publication d'un nouveau Codex, qui les consacra dans son édition de 1818.

Deux années plus tard, le fondateur de l'Académie de médecine, le roi Louis XVIII, appelait des pharmaciens à siéger dans cette savante compagnie à côté des représentants les plus considérables de la médecine et de la chirurgie française. La pharmacie appartenait désormais à la grande famille médicale ; elle y avait conquis sa place par l'importance des services qu'elle avait rendus à l'art de guérir.

Mais déjà Sertuerne avait découvert la morphine et proclamé l'existence des alcalis organiques ; une nouvelle et vaste carrière était ouverte à l'activité des pharmaciens : ils s'y élancèrent à l'envi et se livrèrent avec une mémorable ardeur à la recherche de ces nouvelles bases salifiables, dont ils firent une si abondante et si glorieuse moisson. De là, pour la pharmacie, de nombreuses conquêtes et des progrès si importants, que, le Codex de 1818 ne se trouvant plus en harmonie avec l'état de la science, il devint nécessaire de le rajeunir dans une nouvelle édition qui parut en 1837, et qui, depuis cette lointaine époque, est restée la loi permanente des pharmaciens.

Vingt-trois années, près d'un quart de siècle, ont passé sur cette œuvre, qui, n'hésitons pas à le reconnaître, a été excellente à son origine, bien que, comme toutes les œuvres humaines, elle n'ait pas réalisé la perfection ; mais, dans le temps où nous vivons, que de choses s'accomplissent en vingt-trois ans ! avec quelle rapidité tout marche et tout change ! Aussi, dès 1845, le congrès médical réclamait déjà pour le Codex une révision qui, depuis lors, n'a pas cessé d'être l'objet des vœux des pharmaciens ; et cependant, Messieurs, ces vingt-trois années ont-elles été aussi fécondes pour les progrès de notre art que les temps antérieurs aux éditions de 1818 et 1837 ? Nous ne le pensons pas. Un changement grave s'est accompli dans les habitudes de la pharmacie : tandis que, d'un côté, l'enseignement des sciences pharmaceutiques devenait plus régulier, plus complet, plus élevé dans les écoles, le *spécialisme* envahissait notre profession, en altérait profondément le caractère et paralysait un grand nombre de nos laboratoires. De là, Messieurs, cette déplorable conséquence qu'un certain nombre de pharmaciens, au lieu de chercher par d'honorables efforts, par de savantes analyses, à constater la composition des produits organiques naturels, à en isoler les principes actifs, ou, par de plus modestes mais non moins utiles labeurs, à perfectionner les produits de notre art, se sont bornés à une pratique routinière, ou se sont consacrés à la tâche facile de combiner des formules, de rédiger des prospectus, et se sont soumis à l'humiliante condition de dépositaires de produits d'une valeur plus ou moins problématique, sortis de laboratoires étrangers.

Cette abdication des pharmaciens indifférents à la dignité de leur profession a eu de funestes résultats. Les occasions d'observer sont devenues plus rares, en même temps que les moyens d'observation ont fait défaut ; l'esprit de recherches et de critique pharmaceutique s'est affaibli chaque jour davantage, et les progrès de la pharmacie pratique sont demeurés en quelque sorte suspendus, malgré quelques travaux remarquables qui se sont produits à de longs intervalles.

Je prends à témoin de cette triste vérité les procès-verbaux de nos séances et la composition des journaux de pharmacie, où la chimie pure a pris une importance beaucoup trop prépondérante.

Aussi, bien que la période de vingt-trois années, qui s'est écoulée depuis la dernière édition du Codex, soit plus longue déjà que celle de 1818 à 1837, les réformes et les additions à introduire dans une

édition nouvelle sont loin d'être complètement préparées. Tous les pharmaciens sont convaincus de l'insuffisance du Codex, eu égard à l'état actuel de la science, mais une grande incertitude se manifesterait certainement parmi eux, s'ils étaient immédiatement mis en demeure de réaliser les réformes qu'ils réclament.

Et cependant, Messieurs, une nouvelle édition du Codex est inévitable et prochaine ; réclamée sans cesse depuis quinze ans, elle devient chaque jour plus nécessaire. Le décret du 3 mai 1850, qui confère à l'Académie de médecine le droit de donner aux remèdes reconnus nouveaux et utiles une consécration égale à celle de l'insertion du Codex, est pour les pharmaciens une précieuse conquête dont ils ne semblent pas assez apprécier la valeur ; mais c'est une mesure provisoire, et elle ne saurait être opposée comme une fin de non-recevoir aux vœux de la révision générale du Codex, si constamment et si unanimement exprimés depuis 1845, aussi bien au point de vue des intérêts de la thérapeutique et de la pharmacie, qu'au point de vue de l'exercice professionnel, qui ne peut rester plus longtemps soumis à un Code immobile.

En présence d'une pareille situation, à la veille de voir le Codex officiellement soumis à une révision dont les éléments sont incomplets et imparfaitement élaborés, n'est-ce pas un devoir pour les pharmaciens jaloux d'assurer les progrès de la pharmacie française et de lui conserver la suprématie incontestée qui lui est acquise dans le monde civilisé, n'est-ce pas un devoir aussi pour la Société de pharmacie de Paris, qui est la représentation la plus élevée de la pharmacie française, d'examiner avec attention l'état actuel de notre art ; de soumettre à une étude approfondie et à une critique sévère les innovations proposées pour ses procédés ; de reconnaître et de juger les matériaux qui devront servir à reconstituer l'œuvre si importante du Codex français ; en un mot, de préparer eux-mêmes le projet de la loi nouvelle qui devra régir la pratique de la pharmacie ?

C'est le sentiment de ce devoir, Messieurs, qui a inspiré à M. Bignonnet l'idée de sa proposition ; c'est ce même sentiment qui a conduit la commission que vous avez chargée d'étudier cette question à lui donner les développements et la forme qu'elle a pris dans le rapport de M. Lefort ; c'est ce même sentiment qui a dominé dans les discussions de la commission permanente, dont je suis l'organe en ce

moment, et qui l'a guidée dans le choix des questions dont elle va vous proposer l'adoption.

Votre commission permanente a été instituée pour diriger les études auxquelles la Société de pharmacie a résolu de se livrer sur les questions de pharmacie, de chimie, d'histoire naturelle médicale, qui offrirait au plus haut degré un intérêt d'actualité ou d'application pratique. Il résulte évidemment des considérations qui précédent, qu'aucune question ne peut, à ce double point de vue, exerciter plus vivement notre sympathie et notre zèle, que celles qui se rattachent au Codex; il y a urgence d'étudier ces questions, et elles sont si nombreuses et si étendues, qu'en les envisageant la commission a été, en quelque sorte, effrayée de la tâche que la Société a entreprise; mais plus cette tâche était grande, plus il fallait l'aborder avec résolution. Aussi la commission n'a pas hésité à choisir d'abord trois des questions les plus importantes: celles des teintures, des extraits et des sirops.

Votre commission permanente, se mettant à la place d'une commission officielle à qui le gouvernement aurait confié l'œuvre d'un nouveau Codex pharmaceutique, a pensé que cette commission, au lieu de se prendre aux détails, d'étudier chaque formule en particulier, considérerait d'abord les grandes divisions des médicaments, chercherait à établir les principes généraux sur lesquels devraient être fondés les procédés de préparation des médicaments compris dans chacune de ces divisions, et préciserait ensuite, avec facilité, l'application de ces principes à chaque médicament en particulier.

C'est ainsi qu'adoptant ce système, nous avons choisi les teintures, les sirops et les extraits, comme devant servir de sujets d'études à trois commissions différentes.

Ces sujets sont vastes, il est vrai; ils ont un caractère de généralité qui pourra causer un certain étonnement au premier abord; mais cet étonnement cessera sans doute après quelques réflexions. De quoi s'agit-il, en effet, pour nos commissions d'études, si ce n'est de faire le dépouillement et la critique des travaux publiés sur ces sujets, et des observations qui leur seront adressées par nos correspondants et par tous les pharmaciens jaloux de répondre à l'appel de la Société de pharmacie; d'invoquer l'expérience personnelle de chacun de leurs membres, et de contrôler, par des essais toujours faciles

à réaliser dans nos laboratoires, les procédés dont la valeur ne serait pas suffisamment éprouvée ?

Tout cela, Messieurs, n'est pas au-dessus des moyens d'exécution, de l'expérience et du dévouement que chacun de nous peut mettre au service des véritables intérêts de la pharmacie, et d'ailleurs devrait-on proposer à des commissions choisies dans la Société de pharmacie de Paris, composées des praticiens les plus habiles et les plus autorisés, des questions qui ne leur auraient pas laissé une grande initiative et une grande liberté, qui n'auraient pas éveillé en eux une noble émulation par leur importance même ?

Votre commission permanente espère que vous partagerez ses idées, que vous vous associerez à la confiance dont elle se sent pénétrée en considérant tout ce que notre Société présente d'expérience consommée, de maturité vigoureuse et de juvénile ardeur ; tout ce que les praticiens de Paris et des départements peuvent lui fournir d'observations judicieuses, et surtout en envisageant l'importance scientifique et professionnelle de l'œuvre qu'elle a résolu d'entreprendre et qu'elle voudra dignement accomplir.

Il n'est pas possible, à notre avis, d'exposer d'une manière plus brillante et plus concise les progrès constants de la pharmacie, et de faire ressortir toute l'importance des services qu'elle a rendus et qu'elle rend chaque jour, que ne le fait M. Boudet dans le remarquable rapport que nous venons de transcrire : c'est que, disons-le hardiment, la Société de pharmacie compte dans son sein des hommes qui joignent à un savoir profond des connaissances pratiques solides, et, ce qui est plus précieux, le sentiment de la dignité professionnelle. Aussi avons-nous la ferme conviction qu'avec les habitudes de travail et de discussion qu'elle a prises, la Société de pharmacie ne peut manquer incessamment de prendre rang parmi les sociétés savantes les plus autorisées et les plus respectées. Les sentiments exprimés dans le rapport que nous venons de transcrire, les utiles enseignements qu'il contient, les vues larges qu'il développe, n'auront pas été étrangers à appeler l'attention du monde savant sur une Société très-

laborieuse jusqu'à présent, mais qui n'avait pas trouvé jusqu'à ce jour l'occasion de faire ressortir les nombreux éléments de progrès qu'elle renferme dans son sein.

PROGRAMME

DES TROIS QUESTIONS MISES A L'ÉTUDE PAR LA SOCIÉTÉ DE PHARMACIE DE PARIS DANS SES SÉANCES DU 1^{er} FÉVRIER ET DU 7 MARS 1860.

I. — *Question des sirops.*

(M. MAYET, rapporteur.)

La question des sirops, envisagée au point de vue de la révision du Codex, doit être examinée d'abord d'une manière générale, dans le but d'établir les principes qui peuvent guider le pharmacien dans la préparation des diverses classes de sirops. Ces principes une fois fixés, il deviendra plus facile de choisir le meilleur procédé pour la préparation de chacun en particulier.

Les perfectionnements apportés à la fabrication des sucres et à celle des papiers à filtrer doivent avoir sur le mode de préparation des sirops une influence qui mérite d'être prise en considération.

Les procédés généraux employés à la préparation des sirops ont servi de base à leur division en un certain nombre de classes.

Jetons un coup d'œil rapide sur ces procédés en suivant cette division; et d'abord appelons l'attention de la commission d'études sur les sirops par simple solution, tels que ceux de morphine, d'acides tartrique et citrique; pour le premier, devra-t-on conserver l'acétate de morphine comme base du sirop officinal, ou y substituer le chlorhydrate, plus stable dans sa composition, et qui se dissout sans addition d'acide?

Est-il nécessaire d'ajouter la solution d'acide citrique ou tartrique au sirop bouillant? Ne favorise-t-on pas par ce procédé l'action des acides sur le sucre de canne et sa transformation en sucre interverti? Comme la quantité d'eau nécessaire à la dissolution de l'acide est peu considérable, ne serait-il pas convenable d'évaporer une partie du sirop d'une quantité d'eau égale à celle de la dissolution et de n'ajouter cette dernière au sirop qu'après son refroidissement?

Pour les sirops par simple solution dans lesquels le principe médicamenteux n'entre qu'en petite quantité en raison de son énergie, la commission devra en étudier avec soin le dosage, de manière, au-

tant que possible, que le rapport numérique entre la matière active et le sirop soit facile à saisir; ces sirops étant destinés le plus souvent à servir de base aux potions, n'est-il pas rationnel de les composer de telle manière qu'ils offrent les conditions les plus favorables à cette application si fréquente?

La préparation du sirop d'éther a été plusieurs fois mise en question; il importe de faire un choix définitif entre les diverses formules qui ont été proposées.

Le Codex actuel prescrit d'ajouter la dissolution de gomme obtenue à froid au sirop de sucre et de faire cuire jusqu'à ce que le sirop bouillant marque 29° à l'aréomètre; n'y a-t-il pas quelque modification à apporter à ce *modus faciendi*, en vue d'éviter l'altération que la gomme doit éprouver sous l'influence d'une température élevée trop longtemps prolongée?

Les sirops par infusion donnent lieu à des produits variables dans leur composition, lorsque la quantité de sucre est fixée pour une quantité donnée de plante, qui, plus ou moins spongieuse et exprimée avec plus ou moins de force, peut fournir une quantité différente de colature; on verra s'il n'y a pas lieu de poser les principes de préparation qui ramènent cette classe de sirops à une uniformité complète de composition.

Quant à la valeur du procédé d'infusion en lui-même comme moyen d'extraction des principes actifs des plantes à introduire dans les sirops, nous pensons qu'il a besoin d'être soumis aux expériences de la commission d'études; pourquoi, par exemple, deux sirops comme ceux de digitale et de belladone, qui ont tant d'analogie par leur degré d'activité, sont-ils préparés par des procédés différents?

La nécessité de chauffer longtemps les liqueurs chargées de matières extractives pour les amener à l'état d'extraits, multiplie les causes d'altération des principes actifs qu'elles contiennent; c'est là une circonstance qui pourrait faire donner la préférence au mode par infusion, mais d'un autre côté on sait avec quelle facilité le sirop de digitale se couvre de moisissures dans les bouteilles entamées: cette altération dépend-elle de la nature de la substance médicamenteuse ou du procédé de préparation? C'est ce qu'il conviendrait d'examiner, et s'il devait en être de même des sirops de belladone, de jusquiame, de stramonium, faits avec les plantes par l'infusion di-

recte, il y aurait peut-être lieu de conserver le mode actuel de préparation et d'y ramener celui de la digitale.

La commission d'études devra prendre en considération les observations qui ont été présentées par différents auteurs, particulièrement sur le sirop de baume de tolu relativement à la proportion de baume à employer; sur les sirops de pensée sauvage, que l'on a proposé de préparer avec l'alcool faible; sur le sirop de quinquina, pour la préparation duquel un de nos collègues a proposé un mode opératoire qui nous semble devoir appeler l'attention de la commission d'études d'une manière toute spéciale, parce qu'il pourrait ne pas être appliqué seulement à la préparation du sirop de quinquina, mais devenir un procédé général pour toute une classe de sirops, tels que ceux de pavots, de salsepareille, d'ipécacuanha, etc.; ce procédé offrirait peut être, entre autres avantages, celui d'éviter l'altération que subit une partie des principes actifs de ces médicaments pendant l'évaporation à laquelle on les soumet pour les transformer en extraits.

Certains sirops composés, comme ceux de mou de veau, de chico-rée, des cinq racines, antiscorbutique, d'érysimum, etc., ne peuvent s'obtenir qu'au moyen d'infusions ou de décoctions très-chargées de matières étrangères et qui nécessitent l'emploi de l'albumine pour la clarification.

Une méthode qui donne de très-bons résultats dans la pratique et qui n'est point mentionnée au Codex pourra être examinée par la commission: c'est celle qui consiste à clarifier les liqueurs au blanc d'œuf et à les filtrer à l'étamine avant d'y ajouter le sucre, au lieu de les clarifier après cette addition.

La tâche de la commission d'études n'est pas limitée à l'examen des modifications que comportent les formules du Codex; elle consiste aussi à constater quelles sont les lacunes qu'il importe de combler dans la liste des sirops actuellement inscrits dans cet ouvrage; depuis sa publication, il a été introduit dans la pratique journalière un grand nombre de sirops qu'il serait important de voir figurer dans une nouvelle édition; mais, si d'un côté il est désirable de voir inscrites au Codex des préparations fréquemment demandées, on ne devra néanmoins admettre que celles qui ont subi la consécration du temps et le contrôle de l'expérience médicale.

C'est à ces indications que nous croyons devoir borner le pro-

gramme que nous soumettons à la commission d'études; elle trouvera dans l'examen de la question des sirops beaucoup d'autres points importants qui n'échapperont pas à la sagacité de ses membres et sur lesquels ils sauront fixer l'attention des pharmaciens.

II. — *Question des teintures.*

(M. GOBLEY, rapporteur.)

Les teintures occupent, comme on le sait, une place importante dans la pharmacie; elles offrent, en effet, un grand avantage, puisque le véhicule qui en fait la base permet de séparer les principes médicamenteux des substances qui les renferment, et de les préserver longtemps de toute altération.

Les matières actives qui font partie des teintures sont de nature très-différente, et varient suivant les corps qui les fournissent. De là, la nécessité d'employer pour les dissoudre de l'alcool à des degrés qui doivent être appropriés à la composition des substances sur lesquelles on opère. Le Codex de 1837 a réduit à trois les degrés de l'alcool destiné à la préparation des teintures. Ces trois degrés sont l'alcool à 56°, à 80° et à 86° centésimaux. L'alcool à 56° est réservé pour les matières qui sont plutôt de nature extractive; celui à 80° pour des substances plus riches en principes résineux et en huile volatile; et l'alcool à 86° pour les résines pures et les substances chargées de matières grasses peu solubles.

Ces trois degrés alcoométriques prescrits sont-ils les plus favorables à la préparation des teintures alcooliques? Ne faut-il pas en augmenter le nombre? Ce sont des questions que la commission d'études aura à examiner; et s'il résultait de ses expériences que chaque substance exige un degré de spiritualité différent, il serait important qu'elle le fit connaître.

La nature des substances qui servent à la préparation des teintures est si diverse, qu'on est tout d'abord porté à penser qu'une même quantité de véhicule ne doit pas être suffisante pour dissoudre la totalité des principes qui existent dans chacune d'elles; d'après cela, la proportion d'alcool devra donc varier suivant la quantité de matières solubles contenues dans les substances employées. Bien que ne s'accordant pas toujours sous ce rapport, les pharmacologistes ont senti la nécessité de n'en admettre qu'un petit nombre, afin que le médecin puisse facilement se rendre compte de la relation qui

existe entre la quantité de teinture qu'il veut prescrire et celle de la substance médicamenteuse qui a servi de base à sa préparation.

C'est pour cette raison que les auteurs du Codex ont prescrit, pour la généralité des cas, la proportion de 4 parties d'alcool pour 1 de matière employée.

Ces 4 parties d'alcool prescrites par notre pharmacopée légale suffisent-elles toujours pour dissoudre la totalité des principes actifs des substances employées, ou bien reste-t-il dans ces dernières une certaine quantité de principes médicamenteux qui n'ont pu entrer en dissolution, parce que la proportion de véhicule n'était pas suffisante? Il est évident que, dans le premier cas, le rapport entre l'alcool et la substance employée est vrai, mais qu'il cesse de l'être dans le second; de là, incertitude pour le praticien, qui ne peut se rendre compte de la quantité de médicament qu'il prescrit.

M. Personne, dans le beau travail qu'il a présenté à la Société en 1843, et qui, avec juste raison, a été couronné par elle, a reconnu que le plus grand nombre des substances exigent (pour celles du moins qu'il a examinées) 5 parties d'alcool pour être épuisées. L'expérience lui a aussi démontré qu'un petit nombre seulement peuvent être traitées par 4 parties de ce véhicule. Mais comme il y a un grand avantage pour la pratique à avoir des teintures faites toutes dans une même proportion, il a préféré adopter le rapport de 4 à 5 qu'il a reconnu nécessaire pour le plus grand nombre de substances.

Nous ne saurions trop appeler l'attention de la commission d'études sur cet important sujet, et lui recommander surtout d'étudier les teintures qui n'ont pas été mentionnées dans le mémoire de M. Personne, telles que les teintures d'arnica, de gaïac, de cannelle, de benjoin, etc., etc.

Après avoir déterminé les degrés de l'alcool nécessaire à la préparation des teintures et à la proportion de véhicule qu'il faut employer pour chacune d'elles, il reste une question importante à examiner, celle de leur préparation.

Quand les matières que l'on emploie sont entièrement solubles dans l'alcool, l'opération est très-simple; mais quand la substance que l'on soumet à l'action de ce liquide n'est pas dans ces conditions, on a recours le plus souvent à la macération. C'est le procédé qui a été conseillé par le Codex de 1837, par M. Personne et par la plupart des pharmacologistes.

En soumettant à la macération, dans un poids déterminé d'alcool à un degré de concentration connu, une substance végétale ou animale, l'alcool dissout les principes solubles, et l'on a une solution d'une concentration constante. Si l'on veut séparer la liqueur de son marc, on soumet à la presse, et il reste dans le marc une partie de la solution ; mais comme elle est semblable à celle qui s'est écoulée, la nature de celle-ci n'en est nullement changée.

La méthode de déplacement, dont personne ne conteste aujourd'hui les avantages, lorsqu'il s'agit d'épuiser une substance des matières solubles qu'elle renferme, et sur laquelle nos savants collègues MM. Boullay père et fils ont fait de si importantes recherches, peut-elle être employée à la préparation des teintures ?

La plupart des pharmacologistes ne l'ont pas pensé tout d'abord. Mais les expériences si précises de notre secrétaire général établissent, au contraire, que cette méthode peut être appliquée à cet usage. M. Buignet a reconnu, en effet, que le déplacement, pourvu qu'on eût égard à certaines précautions qui sont, en réalité, très-simples et très-faciles à observer, donnait des produits tout aussi constants que la macération ordinaire.

L'expérience lui a démontré aussi que, quand on déterminait comparativement la nature et la proportion des matériaux entraînés dans ces deux circonstances, il était facile de se convaincre que, sous ce double rapport, les teintures préparées par lixiviation offraient des avantages marqués et incontestables. On ne peut se dissimuler, en effet, qu'il y a quelque chose que le procédé de la lixiviation permet d'extraire des substances médicamenteuses, et qui ne se retrouve pas au même degré du moins dans les teintures préparées par macération.

Ne résulte-t-il pas de ce que nous venons de dire que la méthode de déplacement, si elle était adoptée pour la préparation des teintures, offrirait, outre le grand avantage de pouvoir les obtenir dans un temps très-court, celui de n'employer à leur préparation qu'une petite quantité d'alcool (3 parties environ pour 1 de substance) ; et on sait que l'alcool est souvent un obstacle pour l'emploi de ces médicaments ?

Mais faut-il employer des poudres fines ou des poudres grossières pour préparer les teintures par lixiviation ? Une macération préalable est-elle nécessaire, ou peut-on traiter de suite la substance pour ob-

tenir le médicament? La température à laquelle on opère n'a-t-elle pas une grande influence sur la composition des teintures?

Ces diverses questions seront examinées par la commission d'études, qui voudra bien étudier comparativement les deux modes de préparation des teintures, la macération et la lixiviation.

Les teintures alcooliques dont nous venons de parler se préparent presque toujours avec des matières sèches. Mais il est des plantes qui perdent par la dessiccation tout ou partie de leurs principes actifs, et qui, pour cette raison, doivent être employées à l'état frais. C'est à ces teintures que M. Béral a donné le nom d'*alcoolatures*, nom qui leur est resté.

Plusieurs procédés sont mis en usage pour les préparer. L'un consiste à extraire le suc des plantes et à le mêler, sans le clarifier, avec de l'alcool très-fort, l'autre à faire agir l'alcool sur la plante elle-même contusée. Une autre méthode consiste à mêler parties égales de suc et d'alcool concentré. La commission d'études voudra bien étudier ces différents modes de préparer les alcoolatures et indiquer celui auquel il faut donner la préférence.

En résumé, voici les principales questions sur lesquelles nous croyons devoir appeler l'attention de la commission d'étude :

1^o Examiner si les trois degrés d'alcool adoptés jusqu'à présent pour préparer les teintures sont suffisants; s'il ne faut pas en augmenter le nombre, et si, dans l'état actuel de la science, ces degrés sont bien indiqués pour chacune des substances servant à leur préparation;

2^o Déterminer quelles sont les proportions d'alcool nécessaires pour épouser les substances employées à la préparation des teintures. Étudier surtout, à ce point de vue, celles qui ne sont pas mentionnées dans le mémoire de M. Personne;

3^o Examiner comparativement les deux méthodes de préparation des teintures, la macération et la lixiviation, et dire auquel de ces procédés il faut donner la préférence, soit pour toutes les teintures en général, soit pour chacune d'elles en particulier. Faire connaître l'influence que peuvent exercer ces deux modes de préparation des teintures sur la conservation de ces médicaments.

4^o Étudier les différentes manières de préparer les alcoolatures, et indiquer celle que l'on doit préférer. Examiner si le degré alcométrique du liquide prescrit aujourd'hui est suffisant pour assurer

leur conservation, et si ce mode particulier de préparer les teintures ne doit pas être étendu à un plus grand nombre de substances, par exemple, à la pulsatille, à la nicotiane, au stramonium, aux fleurs et aux bulbes de colchique, etc.

Enfin la commission d'études voudra bien, dans ses recherches, s'appuyer le plus possible sur l'analyse chimique. Elle pourra consulter avec fruit : 1^o le programme sur le prix des teintures proposé en 1843; 2^o le mémoire de M. Personne couronné par la Société; 3^o celui de M. Buignet; 4^o les travaux publiés dans ces derniers temps, sur ce sujet, par MM. Mouchon et Deschamps d'Avallon.

III. — *Question des extraits.*

(M. DUBLANC, rapporteur.)

Les extraits sont des médicaments de consistance molle ou solide obtenus en soumettant à l'évaporation tantôt les sucs dont sont gorgés les tissus végétaux, tantôt les solutions obtenues par le traitement des matières sèches à l'aide de l'eau ou d'autres véhicules.

Parmi les problèmes que soulève la préparation des extraits, les uns sont relatifs au choix de la base, les autres se rapportent au procédé évaporatoire, à la consistance du médicament, enfin à la conservation. Les questions suivantes, que nous proposons de soumettre à la commission d'études, ont déjà attiré l'attention de plusieurs pharmacologistes; elles nous paraissent néanmoins être restées sans solutions définitives.

Première question. — Dans le cas où les parties végétales qui servent de base à un extrait peuvent être livrées au pharmacien à l'état frais ou desséché, y a-t-il avantage à préférer les sucs de plantes à des solutions obtenues par l'eau?

Deuxième question. — Si dans la préparation d'un extrait on donne le choix au suc des plantes, faut-il opter pour les extraits résultant de l'évaporation du suc dépuré ou pour ceux qui contiennent encore l'albumine végétale et la chlorophylle? Et si l'on donne la préférence à l'un ou à l'autre de ces médicaments, n'y a-t-il pas inconvénient à ce que le Codex les conserve tous les deux?

Troisième question. — Lorsque l'on prépare un extrait au moyen de la plante sèche et de l'eau, quels sont les cas où l'on doit se servir de la méthode de déplacement?

Quatrième question. — Quelle doit être la consistance des extraits?

Peut-on adopter pour tous la consistance sèche préconisée par quelques pharmacologistes ?

Cinquième question. — Déterminer avec précision les moyens de conservation des extraits.

Sixième question. — Est-il exact que plusieurs extraits, sans présenter aucune modification apparente, perdent une partie de leur action thérapeutique un certain temps après leur préparation ? Si l'étude de quelques extraits à principe actif bien défini menait à une telle conclusion, déterminer les limites passées lesquelles un extrait doit être rejeté de l'usage.

Septième question. — Y a-t-il des raisons sérieuses et péremptoires pour préférer les extraits préparés dans le vide à ceux obtenus par une évaporation rapide au bain-marie ? Si ces motifs n'existent pas, faut-il rejeter d'une façon absolue ce mode opératoire ?

NOTE RELATIVE AUX TROIS PROGRAMMES PRÉCÉDENTS.

Les trois programmes qui viennent d'être reproduits ont été approuvés par la Société de pharmacie, qui a nommé immédiatement trois commissions d'études, chargées d'examiner et d'approfondir les questions qu'ils renferment.

La Société rappelle, à cette occasion, qu'elle sera heureuse de recevoir toutes les communications qui pourraient lui être adressées sur l'une ou l'autre de ces trois questions, soit par ses membres correspondants, soit même par les pharmaciens qui lui sont étrangers. Les commissions mentionneront avec le plus grand soin dans leur rapport les mémoires ou observations qui auraient ainsi contribué à élucider les questions mises à l'étude.

Tous les mémoires ou observations doivent être adressés à M. Buiignet, secrétaire général de la Société à l'École de pharmacie, rue de l'Arbalète.

(*Journal de pharmacie et de chimie*, t. XXXVII, avril 1860.)

Le *Journal de pharmacie*, en annonçant que les trois programmes avaient été adoptés par la Société de pharmacie, aurait dû ajouter que celui qui concerne la question des sirops avait été attaqué sur trois points, savoir :

1° Sur la dénomination de *sirops par simple solution*, donnée aux sirops de morphine, d'acide citrique, d'acide tartrique, etc.,

tandis que le nom de *sirop par simple solution* doit être réservé à ceux qui sont préparés avec les eaux distillées, avec les sucs de fruits, etc. Les sirops de morphine, de codéine, d'acide citrique, sont désignés par les pharmacologistes sous le nom de *sirops par addition d'une solution à du sirop de sucre avec ou sans évaporation*.

2^o On a reproché avec juste raison à ce programme d'avoir placé dans la même catégorie des sirops qui se préparent par des procédés aussi différents que le sont ceux qui servent à faire les sirops de *mou de veau*, des *cinq racines*, antiscorbutique, d'*érysimum*, etc.

3^o Enfin, nous avons reproché à ce programme de n'avoir pas signalé à la commission d'études les observations de MM. Leconte et Paget au sujet de la préparation des sirops avec les sucs de fruits. Il fut répondu que la commission tiendrait compte de ces observations ; mais il eût été plus rationnel, à notre avis, de corriger immédiatement les erreurs et de combler la lacune signalée.

CASTORÉUM DE NORWÈGE.

Dans une séance de la Société de médecine de Christiania, M. le pharmacien Ditten a soumis à l'assemblée deux poches de castoréum récentes pesant chacune 125 grammes. Il les avait achetées d'un paysan norwégien qui en possédait encore six autres, et qui lui déclara qu'il prenait fréquemment des castors dans les environs du village qu'il habite.

M. le professeur Holst fit observer à cette occasion que la cavité intérieure qu'on a longtemps considérée comme le caractère distinctif du castoréum de Sibérie, auquel le castoréum de Norwège doit être rattaché, manquait dans les deux poches présentées par M. Ditten ; mais il est démontré aujourd'hui que la formation de cette cavité dépend des circonstances dans lesquelles se fait la dessiccation du castoréum. L'odeur et la saveur propres

au castoréum de Siberie en constituent seuls les caractères certains. Quand le castor de Sibérie a atteint son parfait développement et qu'on le prend dans un des premiers mois de l'année, une paire de poches pèse en moyenne 375 grammes. Le castor habite de préférence les contrées désertes et sauvages : l'augmentation de la population et l'extension donnée en Norvège à l'agriculture rendront le castor de plus en plus rare dans ce pays.

(*Archiv. for Pharm. og Technisch Chem.*)

EAU CRÉOSOTÉE (LEBERT).

Créosote.....	4 à 4 grammes.
Eau.....	1000 —

en lotions contre les brûlures, les ulcères putrides et cancéreux.

GLYCÉRINE CRÉOSOTÉE (GUIBERT).

Glycérine.....	125 grammes.
Créosote.....	12 —

Dans le pansement des plaies et des ulcères, imbibir la charpie et recouvrir d'une compresse trempée dans le même mélange.

COMPOSITION DES CACAOS.

Par M. TUCHEN.

	Matières grasses.	Théobromim.	Cendres.
Guayaquil .. .	36.38	0.53	3.05
Surinam.....	36.97	0.56	3.00
Caracas	35.08	0.55	2.92
Para.....	34.48	0.67	3.00
Maragnon	38.26	0.38	2.92
Trinidad	36.42	0.48	2.98

Le Gérant : A. CHEVALLIER.